Conto corrente con la posta

Anno 81° — Numero 30

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

PARTE PRIMA

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

ROMA - Martedì, 6 febbraio 1940 - ANNO XVIII

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI — TELEFONI: 50-107 - 50-033 - 53-914

CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

		Anno	Sem.	Trim.
In Roma, sia presso l'Amministrazione che a domicilio ed in tutto il Regno (Parte I e II)	L.	108	63	45
All'estero (Paesi dell'Unione Postale)	»	240	140	100
In Roma, sia presso l'Amministrazione che a domicilio ed in tutto il Regno (solo Parte I)	»	72	45	31,50
All'estero (Paesi dell'Unione Postale)	»	160	100	70

Abbonamento speciale ai soli fascicoli contenenti i numeri dei titoli obbligazionari sorteggiati per il rimborso, annue L. 45 — Estero L. 100.

Gli abbonati hanno diritto anche ai supplementi ordinari. I supplementi straordinari sono fuori abbonamento.

Il prezzo di vendita di ogni puntata della « Gazzetta Ufficiale » (Parte I e II complessivamente) è fissato in lire 1,35 nel Regno, in lire 3 all'estero.

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale„ veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in Roma, Via XX Settembre, nel palazzo del Ministero delle Finanze; Corso Umberto, 234 (angolo Via Marco Minghetti, 23-24); in Milano, Galleria Vittorio Emanuele, 3; in Napoli, Via Chiaia, 5; e presso le Librerie depositarie di Roma e di tutti i Capiluoghi delle provincie del Regno.

Le inserzioni nella Parte II della « Gazzetta Ufficiale » si ricevono: in ROMA - presso la Libreria dello Stato - Palazzo del Ministero delle Finanze. La sede della Libreria dello Stato in Milano: Galleria Vittorio Emanuele, 3; è autorizzata ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

CASA DI SUA MAESTÀ IL RE E IMPERATORE

AVVISO DI CORTE

Sua Maestà il RE e IMPERATORE ha ricevuto oggi alle ore 11, in udienza solenne, Sua Eccellenza il signor Mourad Sid Ahmed Pacha il quale ha presentato alla Maestà Sua le lettere che lo accreditano presso questa Real Corte in qualità di Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario di Egitto, nonchè quelle di richiamo del suo predecessore.

Roma, addì 2 febbraio 1940-XVIII

(433)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 30 novembre 1939-XVIII, n. 2122.

Approvazione di tre Accordi internazionali di diritto privato aeronautico stipulati, il primo in Roma il 29 maggio 1933, gli altri due in Bruxelles il 29 settembre 1938.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA E DI ALBANIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei Fasci e delle Corporazioni, a mezzo delle loro Commissioni legislative, hanno approvato; Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data ai seguenti atti internazionali:

a) Convenzione di Roma del 29 maggio 1933 per l'unificazione di alcune regole relative ai danni causati dagli aeromobili ai terzi alla superficie;

b) Protocollo addizionale alla Convenzione precedente, stipulato in Bruxelle fra l'Italia e vari Stati, il 29 settembre 1938;

c) Convenzione per l'unificazione di alcune regole relative all'assistenza ed al salvataggio degli aeromobili o dagli aeromobili in mare, stipulata in Brusselle, fra l'Italia e vari Stati, il 29 settembre 1938.

Art. 2.

La presente legge entra in vigore nei modi e nei termini di cui agli Atti anzidetti.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 30 novembre 1939-XVIII

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI — CIANO — GRANDI — DI REVEL — RICCI

Visto, il Guardasigilli: GRANDI

Convention pour l'unification de certaines règles relatives aux dommages causés par les aéronef aux tiers à la surface.

Sa Majesté le Roi d'Albanie, le Président du Reich Allemand, le Président des Etats Unis d'Amérique, le Président Fédéral de la République d'Autriche, Sa Majesté le Roi des Belges, le Président des Etats-Unis du Brésil, le Président de la République du Chili, le Président du Gouvernement Nationaliste de la République de Chine, le Président de la République de Colombie, le Président de la République de Cuba, Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande, le Président de la République de l'Equateur, le Président de la République de El Salvador, le Président de la République Espagnole, le Président de la République de Finlande, le Président de la République Française, Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, le Président de la République de Guatemala, le Président de la République Héllénique, le Président de la République du Honduras, Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté l'Empereur du Japon, le Président de la République de Lithuanie, le Président des Etats-Unis du Mexique, le Président de la République du Nicaragua, Sa Majesté le Roi de Norvège, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, le Président de la République de Pologne, le Président de la République du Portugal, Sa Majesté le Roi de Roumanie, le Président de la République de Saint Domingue, les Capitaines Régents de la Sérénissime République de Saint Marin, Sa Sainteté le Souverain Pontif, Sa Majesté le Roi de Suède, le Conseil Fédéral Suisse, le Président de la République Tchécoslovaque, le Président de la République de Turquie, le Comité Central Exécutif de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, le Président des Etats-Unis du Venezuela, Sa Majesté le Roi de Yougoslavie,

ayant reconnu l'utilité de régler d'une manière uniforme la responsabilité pour les dommages causés par les aéronefs aux tiers à la surface,

ont nommé à cet effet leurs Plénipotentiaires respectifs,

lesquels, dûment autorisés, ont conclu et signé la Convention suivante:

Art. 1er.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour donner effet aux règles établies par la présente Convention.

Art. 2.

(1) Le dommage causé par un aéronef en vol aux personnes et aux biens qui se trouvent à la surface donne droit à réparation par cela seul qu'il est établi que le dommage existe et qu'il provient de l'aéronef.

(2) Rentrent dans cette disposition:

a) le dommage causé par un corps quelconque tombant de l'aéronef, même dans le cas de jet de lest réglementaire ou de jet fait en état de nécessité;

b) le dommage causé par une personne quelconque se trouvant à bord de l'aéronef, sauf dans le cas d'un acte intentionnellement commis par une personne étrangère à l'equipage, en dehors de l'exploitation, sans que l'exploitant ou ses préposés aient pu l'empêcher.

(3) L'aéronef est considéré comme en vol du début des opérations de départ jusqu'à la fin des opérations d'arrivée.

Art. 3.

La responsabilité visée à l'article précédent ne peut être atténuée ou écartée que dans le cas où la faute de la personne lésée a causé le dommage ou y a contribué.

Art. 4.

(1) La responsabilité visée à l'art. 2 incombe à l'exploitant de l'aéronef.

(2) Est qualifié exploitant de l'aéronef toute personne qui en a la disposition et qui en fait usage pour son propre compte.

(3) Au cas où le nom de l'exploitant n'est pas inscrit au registre aéronautique ou sur toute autre pièce officielle, le propriétaire est réputé être l'exploitant jusqu'à preuve du contraire.

Art. 5.

Celui qui sans avoir la disposition de l'aéronef en a fait usage sans le consentement de l'exploitant répond du dommage causé, et l'exploitant qui n'a pas pris les mesures utiles pour éviter l'usage illégitime de son aéronef répond solidairement avec lui, chacun d'eux étant tenu dans les conditions et les limites de la présente Convention.

Art. 6.

En cas de dommage causé à la surface par deux ou plusieurs aéronefs entrés en collision les exploitants de ces aéronefs sont solidairement responsables envers les tiers victimes de dommages, chacun d'eux étant tenu dans les conditions et les limites de la présente Convention.

Art. 7.

Les dispositions qui précèdent ne préjugent pas la question de savoir si l'exploitant de l'aéronef aura ou non recours contre l'auteur du dommage.

Art. 8.

(1) L'exploitant est responsable pour chaque accident jusqu'à concurrence d'une somme fixée à raison de 250 francs par kilogramme du poids de l'aéronef. Le poids de l'aéronef s'entend du poids de l'aéronef avec la charge totale maximum, tel qu'il est porté au certificat de navigabilité ou toute autre pièce officielle.

(2) Toutefois, la limite de la responsabilité de l'exploitant ne pourra être inférieure à 600.000 francs, ni supérieure à 2.000.000 de francs.

(3) Le tiers de cette valeur est affecté à la réparation des dommages causés aux biens et les deux autres tiers à la réparation des dommages causés aux personnes, sans que dans ce dernier cas l'indemnité prévue puisse dépasser 200.000 francs par personne lésée.

Art. 9.

Si plusieurs personnes ont subi des dommages dans le même accident et si la somme globale à payer à titre de réparation dépasse les limites prévues à l'art. 8, il y a lieu de procéder à la réduction proportionnelle du droit de chacun de façon à ne pas dépasser dans l'ensemble les limites susdites.

Art. 10.

(1) Les personnes qui ont subi des dommages dans le même accident doivent faire valoir leurs droit ou notifier leurs réclamations à l'exploitant dans le délai maximum de six mois à compter du jour de l'accident.

(2) Ce délai écoulé, il sera valablement procédé au règlement des indemnités; les intéressés ayant laissé écouler le délai susvisé sans faire valoir leurs droits ou notifier leurs réclamations ne pourront exercer leurs droits que sur le montant qui n'aurait pas été distribué.

Art. 11.

Si différents tiers lésés agissent, en vertu des dispositions des articles précédents et de l'art. 16 devant des juridictions situées dans des pays différents, le défendeur peut, devant chacune d'elles, faire état de l'ensemble des réclamations et créances, en vue d'éviter que les limites de sa responsabilité ne soient dépassées.

Art. 12.

(1) Tout aéronef immatriculé sur le registre d'un territoire d'une Haute Partie Contractante doit, pour circuler au-dessus du territoire d'une autre Haute Partie Contractante être assuré pour les dommages prévus par la présente Convention, dans les limites fixées à l'art. 8 ci-dessus, auprès d'une institution publique d'assurance ou d'un assureur autorisé pour ce risque dans le territoire d'immatriculation de l'aéronef.

(2) La législation interne de chaque Haute Partie Contractante peut substituer en tout ou en partie à l'assurance une autre garantie des risques prévus par la présente Convention:

a) sous la forme d'un dépôt en espèces effectué dans une caisse publique ou une banque autorisée à cette fin dans le territoire d'immatriculation de l'aéronef;

b) sous la forme d'une garantie donnée par une banque autorisée à cette fin dans le territoire d'immatriculation de l'aéronef.

Ce dépôt en espèces et cette garantie devront être complétés aussitôt que les sommes qu'ils représentent seront susceptibles d'être diminuées du montant d'une indemnisation.

(3) L'indemnité d'assurance, le dépôt en espèces et la garantie de banque doivent être affectés spécialement et par préférence au payement des indemnités dues à raison des dommages prévus par la présente Convention.

Art. 13.

(1) La nature, l'étendue et la durée des sûretés prévues à l'art. 12 ci-dessus seront constatées soit par un certificat officiel, soit par une mention officielle sur un des documents de bord. Ce certificat ou ce document devra être produit à toute réquisition de l'autorité publique ou sur la demande de tout intéressé.

(2) Ce certificat ou ce document fera foi de la situation de l'aéronef par rapport aux obligations de la présente Convention.

Art. 14.

L'exploitant n'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de la présente Convention qui limitent sa responsabilité:

a) s'il est prouvé que le dommage provient de la faute lourde ou du dol de l'exploitant et de ses préposés, à moins que l'exploitant ne prouve que le dommage provient d'une faute de pilotage, de conduite ou de navigation, ou, s'il s'agit de se préposés, qu'il a pris toutes les mesures utiles pour empêcher le dommage;

b) s'il n'a pas fourni l'une des sûretés prévues par la présente Convention, ou si les sûretés fournies ne sont pas valables ou ne couvrent pas la responsabilité de l'exploitant pour le dommage causé dans les conditions et les limites de la présente Convention.

Art. 15.

Dans le cas où l'exploitant de plusieurs aéronefs fournit la sûreté prévue par la présente Convention sous la forme d'un dépôt en espèces ou d'une garantie de banque, la sûreté

sera considérée comme couvrant la pleine limite de sa responsabilité pour tous les aéronefs exploités, si le dépôt ou la garantie atteignent une somme fixée, en réduisant le montant de la sûreté qu'il devrait fournir pour la totalité de ses aéronefs, d'un tiers s'il en exploite deux, et de moitié s'il en exploite trois ou un plus grand nombre. Elle sera de plus considérée comme couvrant la pleine limite de responsabilité pour tous les aéronefs si elle atteint la somme de 2.500.000 francs pour deux aéronefs ou de 3.000.000 de francs pour trois ou un plus grand nombre.

Art. 16.

Pour connaître des actions en réparation des dommages sont compétentes dans le territoire de chacune des Hautes Parties Contractantes, au choix du demandeur: l'autorité judiciaire du domicile du défendeur et celle du lieu où à été causé le dommage, sans préjudice de l'action directe du tiers lésé contre l'assureur au cas où elle pourrait être exercée.

Art. 17.

(1) Ces actions se prescrivent par un an à compter du jour du dommage. Si la personne lésée prouve qu'elle n'a pu avoir connaissance soit du dommage, soit de l'identité de la personne responsable, la prescription commence à courir du jour où elle a pu en avoir connaissance.

(2) Dans tous les cas, l'action se prescrit par trois ans à partir du jour où le dommage a été causé.

(3) Le mode de calcul de la prescription ainsi que les causes de suspension et d'interruption de la prescription sont déterminés par la loi du tribunal saisi.

Art. 18.

En cas de décès de la personne responsable, l'action en responsabilité dans les limites prévues par la présente Convention s'exerce contre ses ayants-droit.

Art. 19.

Les sommes indiquées en francs dans la présente Convention sont considérées comme se rapportant au franc français constitué par soixante-cinq et demi milligrammes d'or au titre de neuf cents millièmes de fin. Elles pourront être converties dans chaque monnaie nationale en chiffres ronds.

Art. 20.

(1) La présente Convention est applicable toutes les fois qu'un dommage a été causé à la surface dans le territoire d'une Haute Partie Contractante par un aéronef immatriculé dans le territoire d'une autre Haute Partie Contractante.

(2) L'expression « territoire d'une Haute Partie Contractante » comprend, aux fins de la présente Convention, tout territoire soumis au pouvoir souverain, à la suzeraineté, au protectorat, au mandat ou à l'autorité de ladite Haute Partie Contractante pour lequel cette dernière est partie à la Convention.

Art. 21.

La présente Convention ne s'applique pas aux aéronefs militaires, de douane et de police.

Art. 22.

La présente Convention ne s'applique pas aux dommages causés à la surface dont la réparation est régie par un contrat de transport ou un contrat de travail intervenu entre la personne lésée et celui auquel incombe une responsabilité aux termes de la présente Convention.

Art. 23.

La présente Convention est rédigée en français en un seul exemplaire qui restera déposé aux archives du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume d'Italie, et dont une copie certifiée conforme sera transmise par les soins du Gouvernement du Royaume d'Italie à chacun des Gouvernements intéressés.

Art. 24.

(1) La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés aux archives du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume d'Italie, qui en notifiera le dépôt à chacun des Gouvernements intéressés.

(2) Dès que le dépôt de cinq ratifications aura été effectué, la Convention entrera en vigueur entre les Hautes Parties Contractantes qui l'auront ratifiée, quatre-vingt-dix jours après le dépôt de la cinquième ratification. Chaque ratification dont le dépôt sera effectué ultérieurement produira ses effets quatre-vingt-dix jours après ce dépôt.

(3) Il appartiendra au Gouvernement du Royaume d'Italie de notifier à chacun des Gouvernements intéressés la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Art. 25.

(1) La présente Convention, après son entrée en vigueur, sera ouverte à l'adhésion.

(2) L'adhésion sera effectuée par une notification adressée au Gouvernement du Royame d'Italie, qui en fera part à chacun des Gouvernements intéressés.

(3) L'adhésion produira ses effets quatre-vingt-dix jours après la notification faite au Gouvernement du Royaume d'Italie.

Art. 26.

(1) Chacune de Hautes Parties Contractantes pourra dénoncer la présente Convention par une notification faite au Gouvernement du Royaume d'Italie, qui en avisera immédiatement chacun des Gouvernements intéressés.

(2) La dénonciation produira ses effets six mois après la notification de la dénonciation et seulement à l'égard de la Partie qui y aura procédé.

Art. 27.

(1) Les Hautes Parties Contractantes pourront, au moment de la signature, du dépôt des ratifications, ou de leur adhésion, déclarer que l'acceptation qu'elles donnent à la présente Convention ne s'applique pas à l'ensemble ou à toute partie de leurs colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires sous mandat ou tout autre territoire soumis à leur souveraineté, autorité, ou suzeraineté.

(2) Les Hautes Parties Contractantes pourront ultérieurement notifier au Gouvernement du Royaume d'Italie qu'elles entendent rendre applicable la présente Convention à l'ensemble ou à toute partie de leurs colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires sous mandat, ou tout autre territoire soumis à leur souveraineté, autorité, ou suzeraineté ainsi exclus de leur déclaration originelle.

(3) Elles pourront, à tout moment, notifier au Gouvernement du Royaume d'Italie qu'elles entendent voir cesser l'application de la la présente Convention à l'ensemble ou à toute partie de leurs colonies, protectorats, territoires d'outremer, territoires sous mandat, ou tout autre territoire soumis à leur souveraineté, autorité, ou suzeraineté.

(4) Le Gouvernement du Royaume d'Italie notifiera à chacun des Gouvernements intéressés les notifications faites conformément aux deux alinéas précédents.

Art. 28.

Chacune des Hautes Parties Contractantes aura la faculté, au plus tôt deux ans après la mise en vigueur de la présente Convention, de provoquer la réunion d'une nouvelle conférence internationale dans le but de rechercher les améliorations qui pourraient être apportées à la présente Convention. Elle s'adressera dans ce but au Gouvernement de la République Française qui prendra les mesures nécessaires pour préparer cette conférence.

La présente Convention, faite à Rome, le 29 mai 1933, restera ouverte à la signature jusqu'au premier janvier 1934.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention.

Pour l'Allemagne:
REINHOLD RICHTER
Dr. ALFRED WEGERDT
Dr. ALBRECHT
Dr. *jur.* OTTO RIESE

Pour les Etats-Unis d'Amérique:
La Délégation des Etats-Unis d'Amérique déclare que la Convention s'appliquera seulement dans les limites continentales des Etats-Unis d'Amérique à l'exclusion du territoire de l'Alaska.
JOHN C. COOPER, r.
JAECKEL
JOHN JAY IDE

Pour l'Autriche:
GRUENEBAUM
STROBELE

Pour la Belgique:
H. DE VOS

Pour le Brésil:
ALCIBIADES PECANHA
TRAJANO MEDEIROS DO PAÇO

Pour le Danemark:
L. INGERSLEV
KNUD GREGERSON

Pour El Salvador:
A. SANDOVAL

Pour l'Espagne:
JUAN F. DE RANERO
ALEJANDRO ORIAS SALGADO

Pour la France:
A. DE LA PRADELLE
GEORGE RIPERT

Pour la Grande Bretagne et l'Irlande du Nord:
A. H. DENNIS
A. W. BROWN

et pour l'Inde:
A. H. DENNIS
A. W. BROWN

Pour le Guatemala:
J. HERRERA
FEDERICO G. MURGA

Pour l'Italie:
A. GIANNINI

Pour la Lithuanie:
V. CARNECKIS

Pour la Norvège:
M. MJOELLNER

Pour la Pologne:
LEON BABINTURT

Pour la Roumanie:
D. I. GHIKA
AL. CANTACUZINO PASCANU
ET. VERON

Pour Saint Marin:
GOZI

Pour la Suisse:
F. HESS
CLERC

Pour la Tchécoslovaquie:
SZALATNAY
Dr. *jur.* J. NETIK

Pour la Turquie:
H. VASSIF (8-6-1933).

Pour la Yougoslavie:
D. KASSIDOLATZ (9-8-1933)

Pour le Japon:
H. MITSUHASHI (25-8-1933)

Pour l'Honduras:
AUGUSTO GUGLIELMO TUCCIMEI (12-10-1933)

Pour le Saint Siège:
(*pour la Ville du Vatican*):
GUSTAVO TESTA (16-11-1933).

Pour la Hongrie:
ANDRÉ DE HORY (18-12-1933)

Pour les Pays-Bas:
J. PATIJN (30-12-1933)

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia e di Albania
Imperatore d'Etiopia

Il Ministro per gli affari esteri
CIANO

Protocole additionnel à la Convention pour l'unification de certaines règles relatives aux dommages causés par les aéronefs aux tiers à la surface faite à Rome, le 29 mai 1933.

Le Chancelier du Reich Allemand;
Le Président de la République Argentine;
Sa Majesté le Roi des Belges;
Le Président de la République de Bolivie;
Le Président des Etats-Unis du Brésil;
Sa Majesté le Roi de Bulgarie;
Le Président de la République du Chili;
Le Président du Gouvernement nationaliste de Chine;
Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande;
Le Président de la République Dominicaine;
Le Président de la République de l'Equateur;
Le Président de la République Espagnole;
Le Président des Etats-Unis d'Amérique du Nord;

Le Président de la République de Finlande;
Le Président de la République Française;
Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des Dominions Britanniques au delà des mers, Empereur des Indes;
Sa Majesté le Roi de Grèce;
Le Président de la République du Guatémala;
Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie;
Sa Majesté le Roi d'Italie et Empereur d'Ethiopie;
Sa Majesté l'Empereur du Japon;
Le Président de la République de Lettonie;
Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg;
Le Président des Etats-Unis du Mexique;
Sa Majesté le Roi de Norvège;
Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;
Le Président de la République de Pologne;
Sa Majesté le Roi de Roumanie;
Les Capitaines Régents de la Sérénissime République de Saint-Marin;
Sa Sainteté le Souverain Pontife;
Sa Majesté le Roi du Siam;
Sa Majesté le Roi de Suède;
Le Conseil Fédéral Suisse;
Le Président de la République Tchécoslovaque;
Sa Majesté le Roi de Yougoslavie;

ayant reconnu l'utilité de fixer de commun accord les conditions d'application de l'article 12 de la Convention internationale pour l'unification de certaines règles relatives aux dommages causés par les aéronefs aux tiers à la surface, faite à Rome, le 29 mai 1933, ont décidé d'établir un protocole à cet effet et ont désigné leurs plénipotentiaire respectifs, lesquels a ce dûment autorisés sont convenus de ce qui suit:

Art. 1er

L'assurance de l'exploitant de l'aéronef prévue à l'article 12 de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives aux dommages causés par les aéronefs aux tiers à la surface devra produire à l'egard des tiers lésés les effets suivants:

(1) L'assureur ne pourra, en dehors des moyens de défense appartenant à l'exploitant et sans préjudice de son recours éventuel contre l'assuré, opposer aux réclamations basées sur l'application de la dite Convention que les moyens suivant:

a) Le dommage s'est produit après la cessation de l'assurance.

Néanmoins la garantie de l'assureur sera continuée en cas d'échéance du terme prévu pendant la durée d'un voyage jusqu'au premier atterrissage contrôlé par l'autorité publique, sans que cette prolongation puisse dépasser vingt-quatre heures. Dans tous les cas autres que celui où la cessation de l'assurance est due à l'échéance du terme, la garantie de l'assureur sera continée jusqu'au retrait effectif du certificat d'assurance par l'autorité compétente, mais pas au delà de quinze jours après la notification faite par l'assureur à l'autorité compétente de l'Etat où le certificat a été délivré.

b) Le dommage s'est produit en dehors des limites territoriales prévues par le contrat d'assurance, à moins que le vol en dehors de ces limites n'ait eu pour cause la force majeure, le fait d'assistance justifié par les circostances ou une faute de pilotage, de conduite ou de navigation.

c) Le dommage est la conséquence directe d'un conflit international armé ou de troubles civils.

Au point de vue de l'application des alinéas *a*) et *b*), les tiers pourront en cas de divergence entre les énonciations portées au certificat d'assurance ou mentionnées dans les documents de bord et les stipulations du contrat d'assurance, se prévaloir des énonciations du certificat ou des dits documents tant au point de vue de la durée de l'assurance que de son étendue territoriale.

(2) En dehors des moyens de défense susmentionnés, l'assureur ne pourra se prévaloir au regard des tiers, d'aucune cause de nullité ni d'une faculté de résiliation rétroactive.

(3) En cas de changement dans la personne de l'exploitant pendant la durée de l'assurance, l'assureur reste tenu au regard des tiers lésés, comme si le transfert n'avait pas eu lieu, sans que la durée de cette obligation puisse dépasser sept jours à compter du moment où l'assureur a informé de l'expiration de l'assurance l'autorité compétente de l'Etat où le certificat d'assurance a été délivré.

Art. 2.

(1) Le présent Protocole fait partie intégrante de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives aux dommages causés par les aéronefs aux tiers à la surface, faite à Rome le 29 mai 1933.

(2) A partir de la date de la signature du présent Protocole, la ratification de la susdite Convention emportera ratification du présent Protocole additionnel. Toutefois les Hautes Parties Contractantes sont autorisées à ratifier simultanément chacun de ces deux actes par des documents séparés.

(3) La ratification de la Convention et du Protocole, soit par actes séparés ou par un seul acte, n'aura pour effet de créer des obligations qu'envers les Hautes Parties Contractantes qui en auraient fait de même.

Art. 3.

(1) Le présent Protocole est rédigé en français en un seul exemplaire qui restera ouvert à la signature jusqu'au 30 juin 1939.

(2) Copie certifiée conforme au présent Protocole sera immédiatement, par les soins du Gouvernement belge et par la voie diplomatique, remise aux Hautes Parties Contractantes.

(3) A l'expiration du délai indiqué au paragraphe (1), l'original du présent Protocole sera transmis par les soins du Gouvernement belge au Gouvernement italien pour être déposé et conservé aux archives du Ministère des Affaires Etrangères d'Italie.

Art. 4.

Le présent Protocole sera ratifié. Les instruments de ratification du présent Protocole dans les cas prévus par la deuxième partie de l'alinéa 2 de l'article 2 seront déposés aux archives du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume d'Italie, qui en notifiera le dépôt à chacun des Gouvernements intéressés.

Art. 5.

L'adhésion à la Convention pour l'unification de certaines règles relatives aux dommages causés par les aéronefs aux tiers à la surface, faite à Rome, le 29 mai 1933, comportera adhésion au présent Protocole avec les effets indiqués à l'alinéa 3 de l'article 2.

Art. 6.

Les Hautes Parties Contractantes ne pourront dénoncer le présent Protocole sans dénoncer la Convention de laquelle il est partie intégrante.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Protocole.

Pour le Chancelier du Reich Allemand,
(s) D.r Wegerdt
(s) D.r Otto Riese
(s) D.r Bulow
(s) von Haeften

Pour le Président de la République Argentine,

Pour Sa Majesté le Roi des Belges,
(s) Pholien
(s) F. Muûls

Pour le Président de la République de Bolivie,

Pour le Président des Etats-Unis du Brésil,
(s) Trajano medeiros do Paco

Pour Sa Majesté le Roi de Bulgarie,

Pour le Président de la République du Chili,

Pour le Président du Gouvérnement nationaliste de Chine,

Pour Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande,
(s) L. Ingerslev
(s) Knud Gregersen

Pour le Président de la République Dominicaine,

Pour le Président de la République Espagnole,

Pour le Président de la République de l'Equateur,

Pour le Président des Etats-Unis d'Amérique du Nord,
(s) Grant Mason, Jr.
(s) Stephen Latchford
(s) Denis Mulligan

Pour le Président de la République de Finlande,

Pour le Président de la République Française,
(s) A. de La Pradelle

Pour Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne ed d'Irlande du Nord, des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes,

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord,
(s) Maurice Sheldon Amos
(s) A. W. Brown

Pour l'Inde,
(s) Maurice Sheldon Amos
(s) A. W. Brown

Pour la Nouvelle-Zélande,
(s) Maurice Sheldon Amos
(s) A. W. Brown

Pour Sa Majesté le Roi de Grèce,

Pour le Président de la République du Guatemala,
(s) M. Delhaye

Pour Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie,

Pour Sa Majesté le Roi d'Italie et Empereur d'Ethiopie,
(s) A. Giannini

Pour Sa Majesté l'Empereur du Japon,

Pour le Président de la République de Lettonie,

Pour Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg,
(s) Ch. Leon Hammes

Pour le Président des Etats-Unis du Mexique,

Pour Sa Majesté le Roi de Norvège,

Pour Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,
(s) *Ad Referendum.*
van Harinxma thoe Slooten
van der Meulen
Wolterbeek-Muller

Pour le Président de la République de Pologne,
(s) Leon Babinski

Pour Sa Majesté le Roi de Roumanie,
(s) Micesco
(s) Radu Boros

Pour les Capitaines Régents de la Sérénissime République de Saint-Marin,
(s) Federico Sensi

Pour Sa Sainteté le Souverain Pontife,

Pour Sa Majesté le Roi de Siam,

Pour Sa Majesté le Roi de Suède,

Pour le Conseil Fédéral Suisse,
(s) Clerc

Pour le Président de la République Tchécoslovaque,
(s) Formanek

Pour Sa Majesté le Roi de Yougoslavie,

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia e di Albania
Imperatore d'Etiopia

Il Ministro per gli affari esteri
Ciano

Convention pour l'unification de certaines règles relatives à l'assistance et au sauvetage des aéronefs ou par les aéronefs en mer.

Le Chancelier du Reich Allemand;
Le Président de la République Argentine;
Sa Majesté le Roi des Belges;
Le Président de la République de Bolivie;
Le Président des Etats-Unis du Brésil;
Sa Majesté le Roi de Bulgarie;
Le Président de la République du Chili;
Le Président du Gouvernement Nationaliste de Chine;
Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande;
Le Président de la République Dominicaine;
Le Président de la République de l'Equateur;
Le Président de la République Espagnole;
Le Président des Etats-Unis d'Amérique du Nord;
Le Président de la République de Finlande;
Le Président de la République Française;

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des Dominions Britanniques au delà des mers, Empereur des Indes;
Sa Majesté le Roi de Grèce;
Le Président de la République de Guatémala;
Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie;
Sa Majesté le Roi d'Italie et Empereur d'Ethiopie;
Sa Majesté l'Empereur du Japon;
Le Président de la République de Lettonie;
Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg;
Le Président des Etats-Unis du Mexique;
Sa Majesté le Roi de Norvège;
Sa Majesté le Roi des Pays-Bas;
Le Président de la République de Pologne;
Sa Majesté le Roi de Roumanie;
Les Capitaines Régents de la Sérénissime République de Saint-Marin;
Sa Sainteté le Souverain Pontife;
Sa Majesté le Roi du Siam;
Sa Majesté le Roi de Suède;
Le Conseil Fédéral Suisse;
Le Président de la République Tchécoslovaque;
Sa Majesté le Roi de Yougoslavie;

ayant reconnu l'utilité d'adopter certaines règles uniformes en matière d'assistance et de sauvetage des aéronefs ou par les aéronefs en mer.

Ont nommé à cet effet leurs Plénipotentiaires respectifs, lesquels dûment autorisés ont conclu et signé la Convention suivante:

Art. 1er.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour donner effet aux règles établies par la présente Convention.

Art. 2.

(1) Toute personne exerçant les fonctions de commandant à bord d'un aéronef est tenue de prêter assistance à toute personne se trouvant en mer, en danger de se perdre, pour autant qu'elle puisse le faire sans danger sérieux pour l'aéronef, son équipage, ses passagers ou d'autres personnes.

(2) Tout capitaine de navire est tenu, dans les conditions prévues au paragraphe (1), et sans préjudice des obligations plus étendues lui incombant d'après les lois et Conventions en vigueur, de prêter assistance à toute personne se trouvant en mer en danger de se perdre sur un aéronef ou à la suite de l'avarie d'un aéronef.

(3) Pour l'application de la présente Convention, on entend par assistance tout secours qui peut être prêté à une personne se trouvant en mer en danger de se perdre, même par simple renseignement donné, compte tenu des conditions différentes dans lesquelles s'exercent la navigation maritime et la navigation aérienne.

(4) L'obligation d'assistance n'existe que si l'aéronef ou le navire est en cours de voyage ou prêt à partir et s'il est raisonnablement possible pour lui de prêter un secours utile.

(5) L'obligation d'assistance cesse quand celui qui en est tenu a connaissance que l'assistance est prêtée par d'autres dans de semblables ou meilleurs conditions qu'elle pourrait l'être par lui-même.

(6) Les législations nationales détermineront les sanctions pénales destinées à assurer l'exécution de cette obligation et les Hautes Parties Contractantes se communiqueront réciproquement par voie diplomatique le texte de ces dispositions.

(7) Aucune responsabilité ne peut peser sur le propriétaire ou l'armateur du navire ou sur le propriétaire ou l'exploitant de l'aéronef pris en cette qualité, à raison de l'inexécution de cette obligation, sauf dans le cas où il aurait donné à la personne tenue de prêter assistance l'ordre de ne pas l'exécuter.

Art. 3.

(1) Toute assistance prêtée en exécution de l'obligation prévue à l'article précédent donne lieu à indemnité à raison des dépenses justifiées par les circostances ainsi que des dommages subis au cours des opérations.

(2) Si l'assistance a été prêtée sans qu'il y ait eu obligation de le faire, l'assistant n'a droit à indemnité que s'il a obtenu un resultat utile en sauvant des personnes ou en contribuant à leur sauvetage.

(3) L'indemnité est due par l'exploitant de l'aéronef assisté, ou par le propriétaire ou armateur du navire assisté suivant les dispositions des lois nationales ou des contrats régissant ce navire.

(4) L'indemnité ne peut excéder la somme de cinquante mille francs par personne sauvée et, si aucune personne n'a été sauvée, la somme totale de cinquante mille francs.

En tout cas, l'obligation de l'exploitant de l'aéronef sera limitée à la somme de cinq cent mille francs.

Les sommes fixées au présent paragraphe sont considérées comme se rapportant au franc-or constitué par soixante-cinq et demi milligrammes d'or au titre de neuf cent millièmes de fin. Elles pourront être converties dans chaque monnaie nationale en chiffres ronds.

En outre, le propriétaire ou l'armateur du navire ne sera pas tenu au delà des limites fixées par les lois et Conventions en vigueur relatives à son obligation en matière d'assistance et de sauvetage maritimes.

(5) *a*) Au cas où il y a eu assistance par plusieurs navires ou aéronefs et où l'ensemble des indemnités dues dépasserait la limite fixée par le paragraphe (4) précedent, il y aura lieu à une réduction proportionnelle des indemnités.

b) Les sauveteurs doivent dans ce cas faire valoir leurs droits ou notifier leurs réclamations à celui qui est tenu de l'indemnité dans le delai maximum de six mois à compter du jour de l'assistance.

c) Ce délai écoulé, il sera valablement procédé au règlement des indemnités; les intéressés ayant laissé écouler le délai susvisé sans faire valoir leurs droits ou notifier leurs réclamations ne pourront exercer leurs droits que sur le montant qui n'aurait pas été distribué.

Art. 4.

(1) Au cas d'assistance ou de sauvetage de l'aéronef en mer en danger de se perdre ou des choses se trouvant à bord, le navire ou l'aéronef qui a prêté assistance a droit à une rémunération fixée en prenant pour base:

a) En premier lieu, le succés obtenu, les efforts et le mérite de ceux qui ont prêté secours, le danger couru par l'aéronef assisté, ses passagers, son équipage et sa cargaison, par les sauveteurs et par l'aéronef ou le navire sauveteur, le temps employé, les frais et dommages subis et les risques de responsabilité et autres courus par les sauveteurs, la valeur du matériel exposé par eux, en tenant compte, le cas échéant, de l'appropriation spéciale de l'assistant;

b) En second lieu, la valeur des choses sauvées.

(2) Aucune rémunération n'est due si le secours prêté n'a pas obtenu un résultat utile.

(3) La rémunérations ne peut jamais excéder la valeur qu'ont les biens sauvés à la fin des opérations d'assistance ou de sauvetage.

(4) La rémunération est due encore que les aéronefs ou les navires appartiennent au même exploitant ou au même propriétaire ou armateur.

(5) Au cas où il y a assistance ou sauvetage par plusieurs navires ou aéronefs, la répartition de la rémunération se fera entre eux sur les bases établies par le paragraphe (1) du présent article.

(6) Les mêmes règles sont applicables au cas d'assistance ou de sauvetage en mer par un aéronef d'un navire en danger ou de sa cargaison, le propriétaire ou l'armateur du navire conservant dans ce cas le droit de se prévaloir de la limitation de responsabilité fixée pour lui par les lois et Conventions en vigueur en matière d'assistance et de sauvetage maritimes.

Art. 5.

Au cas où des indemnités ou rémunérations sont dues en vertu des articles 3 et 4 de la présente Convention, il y a lieu à une répartition équitable sur les bases et dans les limites des dits articles des dépenses faites et des dommages subis.

Art. 6.

La répartition éventuelle de la rémunération entre l'exploitant et le personnel de l'aéronef sera réglée par les lois nationales.

Art. 7.

Au cas où il y a eu à la fois assistance et sauvetage de personnes et de biens, le sauveteur des personnes a droit à une part équitable de la rémunération accordée pour le sauvetage des biens, sans préjudice du droit à indemnité, qui lui appartient en vertu de l'article 3.

Art. 8.

(1) Aucune indemnité ou rémunération n'est due si l'assistance a été prêtée ou le sauvetage effectué malgré la défense expresse et raisonnable de celui qui a été assisté ou sauvé.

(2) Le juge peut réduire ou supprimer l'indemnité ou la rémunération s'il apparait que les sauveteurs ont, par leur faute, rendu nécessaire l'assistance ou le sauvetage, ou augmenté les dommages, ou qu'il se sont rendus coupables de vols, recels ou autres actes frauduleux.

Art. 9.

(1) La rémunération due à raison des opérations d'assistance ou de sauvetage est à la charge de l'exploitant de l'aéronef assisté, ou du propriétaire ou de l'armateur du navire assisté suivant les dispositions des lois nationales ou des contrats régissant ce navire.

(2) L'exploitant de l'aéronef a un recours contre les propriétaires des marchandises pour la partie de la rémunération qui se rapporte à l'assistance ou au sauvetage de ces marchandises. Toutefois, ce recours sera supprimé ou reduit s'il apparaît que l'assistance ou le sauvetage des marchandises a été rendu nécessaire à la suite d'un fait de l'exploitant de nature à engager sa responsabilité envers les propriétaire de ces marchandises.

(3) Le propriétaire de la marchandise pourra, dans tous les cas, en payant la partie de la rémunération qui se rapporte à l'assistance ou au sauvetage de sa marchandise, ou en donnant valable caution pour ce paiement, obtenir la delivrance de la marchandise par l'exploitant et la mainlevée de la saisie si elle avait été effectuée.

(4) Le recours du propriétaire ou de l'armateur du navire contre les propriétaires de marchandises reste soumis aux règles maritimes.

Art. 10.

Il n'y a pas lieu de faire entrer dans les biens, soit pour le calcul de la rémunération, soit pour les recours à exercer, les effets personnels et les bagages de l'équipage et des passagers, ni les objets transportés sous le régime des Conventions postales ou des Accords relatifs au service des postes.

Art. 11.

(1) Les actions en indemnité et en rémunération se prescrivent par un délai de deux ans qui court de la fin des opérations d'assistance ou de sauvetage.

(2) Le recours de l'exploitant contre les propriétaires des marchandises se prescrit par un délai d'un an qui court à partir du jour du paiement de la rémunération d'assistance ou de sauvetage.

(3) Le mode de calcul de la prescription ainsi que les causes de suspension et d'interruption de la prescription sont déterminés par la loi du tribunal saisi.

Art. 12.

Toute convention d'assistance ou de sauvetage passée au moment et sous l'influence du danger peut, à la requête de l'une des parties, être annulée ou modifiée par le juge, s'il estime que les conditions convenues ne sont pas équitables, et, notamment, lorsque la rémunération est, de façon excessive dans un sens ou dans l'autre, hors de proportion avec le service rendu.

Art. 13.

(1) Les actions en indemnité ou en rémunération seront portées, au choix du demandeur et en conformité avec les règles de procédure et de competénce de chaque Etat, soit devant la juridiction du territoire où est domicilié le défendeur, soit devant celle du territoire où ont été effectuées les opérations d'assistance ou de sauvetage, soit, s'il y a eu saisie de l'aéronef ou de la cargaison, devant celle du lieu de la saisie.

(2) Si différents sauveteurs agissent devant des juridictions situées dans des pays différents, le défendeur peut, devant chacune d'elles, faire état de l'ensemble des réclamations et créances, en vue d'éviter que les limites de sa responsabilité ne soient dépassées.

Art. 14.

Est qualifiée « exploitant de l'aéronef », toute personne qui en a la disposition et qui en fait usage pour son propre compte. Au cas où le nom de l'exploitant n'est pas inscrit au registre aéronautique ou sur toute autre pièce officielle, le propriétaire est réputé être l'exploitant jusqu'à preuve du contraire.

Art. 15.

Celui qui, sans avoir la disposition de l'aéronef, en a fait usage sans le consentement de l'exploitant, est tenu du paiement des indemnités et rémunérations et l'exploitant qui n'a pas pris les mesures utiles pour éviter l'usage illégitime de son aéronef en répond solidairement avec lui, chacun d'eux étant tenu dans les conditions et les limites prévus aux articles précédents.

Art. 16.

La présente Convention est, sous réserve des dispositions de l'article 13 relatives à la compétence, applicable aux navires et aéronefs d'Etat, à l'exclusion des navires ou aéronefs militaires, de douane et de police, auxquels ne s'appliquent pas les droits et obligations résultant des dispositions précédentes.

Art. 17.

(1) Les dipositions de la présente Convention seront appliquées à l'égard de tous les intéressés lorsque, soit le navire ou l'aéronef assistant ou sauveteur, soit le navire ou l'aéronef assisté ou sauvé est immatriculé dans le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes.

(2) L'expression « territoire d'une Haute Partie Contractante » comprend tout territoire soumis au pouvoir souverain, à la suzeraineté, au protectorat, au mandat ou à l'autérité de ladite Haute Partie Contractante pour lequel cette dernière est partie à la Convention.

(3) Il est entendu toutefois:

a) Qu'à l'egard des intéressés ressortissants d'un Etat non contractant, l'application des dites dispositions pourra être subordonnée par chacun des Etats Contractants à la condition de réciprocité;

b) Que, lorsque tous les intéressés sont ressortissants du même Etat que le Tribunal saisi, la Convention n'est pas applicable;

c) Qu'au cas où des navires et des aéronefs sont engagés dans la même opération d'assistance, la présente Convention ne s'applique pas aux rapports entre les navires.

Art. 18.

La présente Convention est rédigée en français en un seul exemplaire, qui restera déposé aux archives du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume de Belgique, et dont une copie certifiée conforme sera transmise par les soins du Gouvernement du Royaume de Belgique à chacun des Gouvernements intéressés.

Art. 19.

(1) La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés aux archives du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume de Belgique, qui en notifiera le dépôt à chacun des Gouvernements intéressés.

(2) Dès que le dépôt de cinq ratification aura été effectué, la Convention entrera en vigueur entre les Hautes Parties Contractantes qui l'auront ratifiée quatre-vingt-dix jours après le dépôt de la cinquième ratification. Chaque ratification, dont le dépôt sera effectué ultérieurement, produira ses effets quatre-vingt-dix jours après se dépôt.

(3) Il appartiendra au Gouvernement du Royaume de Belgique de notifier à chacun des Gouvernements intéressés la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Art. 20.

(1) La présente Convention, après son entrée en vigueur, sera ouverte à l'adhésion.

(2) L'adhésion sera effectuée par une notification au Gouvernement du Royaume de Belgique, qui en fera part à chacun des Gouvernements intéressés.

(3) L'adhésion produira ses effets quatre-vingt-dix jours après la notification faite au Gouvernement du Royaume de Belgique.

Art. 21.

Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra dénoncer la présente Convention par une notification faite au Gouvernement du Royaume de Belgique, qui en avisera immédiatement chacun des Gouvernements intéressés.

(2) La dénonciation produira ses effets six mois après la notification de la dénonciation, et seulement à l'égard de la Partie qui y aura procédé.

Art. 22.

Les Hautes Parties Contractantes pourront, au moment de la signature, du dépôt des ratifications ou de leur adhésion, déclarer que l'acceptation qu'elles donnent à la présente Convention ne s'applique pas à l'ensemble ou à toute partie de leurs colonies, protectorats, territoires d'outre mer, territoires sous mandat ou tout autre territoire soumis à leur souveraineté, autorité ou suzeraineté.

(2) Les Hautes Parties Contractantes pourront ultérieurement notifier au Gouvernement du Royaume de Belgique qu'elles entendent rendre applicable la présente Convention à l'ensemble ou à toute partie de leurs colonies, protectorats, territoires d'outre mer, territoires sous mandat ou tout autre territoire soumis à leur souveraineté, autorité ou suzeraineté ainsi exclus de leur déclaration originale.

(3) Elles pourront, à tout moment, notifier au Gouvernement du Royaume de Belgique qu'elles entendent voir cesser l'application de la présente Convention à l'ensemble ou à toute partie de leurs colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires sous mandat ou tout autre territoire soumis à leur souveraineté, autorité ou suzeraineté.

(4) Le Gouvernement du Royaume de Belgique notifiera à chacun des Gouvernements interessés les notifications faites conformément aux deux alinéas précédents.

Art. 23.

Chacune des Hautes Parties Contractantes aura la faculté, au plus tôt deux ans après la mise in vigueur de la presente Convention de provoquer la réunion d'une nouvelle Conférence internationale dans le but de rechercher les améliorations qui pourraient être apportées à la présente Convention. Elle s'adressera, dans ce but, au Gouvernement de la République Française, qui prendra les mesures nécessaire pour préparer cette Conférence.

La présente Convention, faite à Bruxelles, le 29 septembre 1938, restera ouverte à la signature jusqu'au 30 juin 1939.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention.

Pour le Chancelier du Reich Allemand,

(*s*) D.r WEGERDT
(*s*) D.r OTTO RIESE
(*s*) D.r BULOW
(*s*) von HAEFTEN.

Pour le Président de la République Argentine,

Pour Sa Majesté le Roi des Belges,

(*s*) PHOLIEN
(*s*) F. MUULS.

Pour le Président de la République de Bolivie,

Pour le Président des Etats-Unis du Brésil,

Pour Sa Majesté le Roi de Bulgarie,

Pour le Président de la République du Chili,

Pour le Président du Gouvernement nationaliste de Chine,

Pour Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande,

(*s*) L. INGERSLEV
(*s*) KNUD GREGERSEN.

Pour le Président de la République Dominicaine,

Pour le Président de la République de l'Equateur,

Pour le Président de la République Espagnole,

Pour le Président des Etats-Unis d'Amérique du Nord,

(*s*) GRANT MASON Jr.
(*s*) STEPHEN LATCHFORD
(*s*) DENIS MULLIGAN.

Pour le Président de la République de Finlande,

Pour le Président de la République Française,
(s) A. de La Pradelle.

Pour Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes:

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord,
(s) Maurice Sheldon Amos
(s) A. W. Brown.

Pour l'Inde,
(s) Maurice Sheldon Amos
(s) A. W. Brown.

Pour la Nouvelle-Zélande,
(s) Maurice Sheldon Amos
(s) A. W. Brown.

Pour Sa Majesté le Roi de Grèce,

Pour le Président de la République du Guatémala,
(s) M. Dalhaye.

Pour Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie,

Pour Sa Majesté le Roi d'Italie et Empereur d'Ethiopie,
(s) A. Giannini.

Pour Sa Majesté l'Empereur du Japon,

Pour le Président de la République de Lettonie,

Pour Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg,

Pour le Président des Etats-Unis du Mexique,

Pour Sa Majesté le Roi de Norvège,

Pour Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,
(s) Ad Referendum.
van Harinxma thoe Slooten
J. E. van der Meulen
J. Wolterbeek-Muller.

Pour le Président de la République de Pologne,
(s) Léon Babinski.

Pour Sa Majesté le Roi de Roumanie,
(s) Micesco
(s) Radu C. Boros.

Pour les Capitaines Régents de la Sérénissime République de Saint-Marin,
(s) Federico Sensi.

Pour Sa Sainteté le Souverain Pontife,

Pour Sa Majesté le Roi de Siam,

Pour Sa Majesté le Roi de Suède,

Pour le Conseil Fédéral Suisse,
(s) Clerc.

Pour le Président de la République Tchécoslovaque,
(s) Formanek.

Pour Sa Majesté le Roi de Yougoslavie,

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia e di Albania Imperatore d'Etiopia

Il Ministro per gli affari esteri
Ciano

REGIO DECRETO 23 novembre 1939-XVIII, n. 2123.

Modificazione dello statuto dell'Opera nazionale per i figli degli aviatori.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA E DI ALBANIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Visto il R. decreto 14 giugno 1934-XII, n. 1181, con cui fu eretto in ente morale l'Istituto nazionale « Umberto Maddalena » per i figli degli aviatori e fu approvato il relativo statuto;

Visto il R. decreto-legge 12 marzo 1936-XIV, n. 491, convertito nella legge 4 giugno 1936-XIV, n. 1157, concernente la fusione dell'Opera Pia nazionale per le vedove ed i figli degli aeronauti in Loreto, nell'Istituto « Umberto Maddalena » per i figli degli aviatori;

Visto il R. decreto 2 luglio 1936-XIV, n. 1782, col quale fu approvato il nuovo statuto dell'Ente unificato « Umberto Maddalena » per i figli degli aviatori;

Visto il R. decreto 21 agosto 1937-XV, n. 1585, che apporta modificazioni allo statuto dell'Ente denominato « Opera nazionale per i figli degli aviatori »;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del DUCE del Fascismo, Capo del Governo, Ministro per l'aeronautica e per l'interno;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico

L'art. 11 dello statuto dell'Opera nazionale per i figli degli aviatori approvato con R. decreto 2 luglio 1936-XIV, n. 1782, e modificato con R. decreto 21 agosto 1937-XV, n. 1585, è abrogato.

Gli articoli 13, 23, 24 e 48 del predetto statuto sono rispettivamente sostituiti dai seguenti:

Art. 13. — L'Ente è amministrato da un Consiglio di amministrazione costituito da un presidente, due vice presidenti e sei consiglieri.

Tutti sono nominati con decreto del Ministro per l'aeronautica, durano in carica quattro anni e possono essere confermati.

Qualunque sia la data della loro nomina o conferma, essa, agli effetti della durata della carica, si presume coincida col 1° ottobre anteriore.

Art. 23. — Il presidente designa il vice presidente che deve sostituirlo nei casi di assenza o impedimento.

Art. 24. — I vice presidenti ed i consiglieri possono assumere, inoltre, per delega del presidente, determinati incarichi o la speciale sorveglianza di uno o più rami del servizio o il controllo del funzionamento generale e particolare di uno degli istituti.

In particolare il presidente può delegare:

a) ad uno dei consiglieri, quale incaricato del controllo e della sorveglianza del servizio di segreteria, le funzioni di cui all'art. 22, lettere *a*), *g*), *h*), *i*);

b) ad uno dei vice presidenti, oltre alle funzioni di cui alla precedente lettera *a*), anche quelle di cui all'art. 22, lettere *e*) ed *f*) ed all'art. 31 allo scopo di dirigere e controllare organicamente ed assiduamente la parte esecutiva della gestione e l'opera del tesoriere, dei direttori, degli economi relativamente alle entrate ed alle spese.

Art. 48. — Gli allievi degli istituti di Gorizia e Loreto, i quali non si trovino attualmente nelle condizioni stabilite

dall'art. 10 del presente statuto, continueranno ad essere educati ed istruiti a cura dell'ente fino al compimento degli studi secondari.

Il Consiglio di amministrazione ha, inoltre, facoltà di trattenere negli istituti dipedenti allievi a pagamento, ammessi antecedentemente alla pubblicazione del presente decreto fino al conseguimento degli studi secondari, purchè essi dimostrino di essere assolutamente meritevoli per studio e condotta; in caso di indisciplina abituale o di scarso rendimento nello studio essi saranno senz'altro, con provvedimento del presidente, restituiti alle famiglie anche nel corso dell'anno scolastico.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 23 novembre 1939-XVIII

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI
Registrato alla Corte dei conti, addì 2 febbraio 1940-XVIII
Atti del Governo, registro 418, *foglio* 9. — MANCINI

LEGGE 11 gennaio 1940-XVIII, n. 15.

Disposizioni riguardanti la Fondazione « Il Vittoriale degli Italiani ».

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA E DI ALBANIA
IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei Fasci e delle Corporazioni, a mezzo delle loro Commissioni legislative, hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

Il secondo comma dell'art. 10 dello statuto allegato *C* dell'atto di erezione della Fondazione « Il Vittoriale degli Italiani » approvato con R. decreto-legge 17 luglio 1937-XV, n. 1447, convertito nella legge 27 dicembre 1937-XVI, n. 2554, e l'art. 4 del R. decreto-legge 30 gennaio 1939-XVII, n. 227, convertito nella legge 2 giugno 1939-XVII, n. 739, sono sostituiti come segue:

« Il Ministro per l'educazione nazionale ha la tutela e il controllo sulla Fondazione avente carattere e scopi essenzialmente culturali.

« Spetta al Ministro per le finanze la tutela e il controllo per tutto ciò che si riferisce alla gestione finanziaria e patrimoniale della Fondazione.

« Tale controllo sarà esercitato a mezzo di un Collegio di tre revisori nominati con decreto del Ministro per le finanze, di cui uno designato dal Ministro stesso per le finanze e gli altri due designati rispettivamente dal Ministro per l'educazione nazionale e dal Presidente della Corte dei conti ».

Art. 2.

L'art. 6 ed il primo comma dell'art. 10 del predetto statuto sono riuniti in un unico articolo e variati come appresso:

« Art. 6. — L'amministrazione ordinaria e straordinaria della Fondazione è affidata ad un Consiglio composto di un presidente nominato con decreto Reale su proposta del DUCE del Fascismo, Capo del Governo, di concerto con il Ministro per l'educazione nazionale, sentito il Presidente della Reale Accademia d'Italia, e di sette membri di cui cinque di nomina governativa e due a suo tempo nominati a vita da Gabriele d'Annunzio.

« In considerazione delle finalità e della natura della Fondazione, l'ufficio di presidente e di membro del Consiglio è gratuito ».

Art. 3.

L'art. 8 dello statuto della Fondazione, modificato ai numeri 4, 5 e 6 come al secondo comma dell'art. 2 del Regio decreto-legge 17 luglio 1937-XV, n. 1447, convertito nella legge 27 dicembre 1937-XVI, n. 2554, sostituito poi rispetto ai numeri medesimi come all'art. 3 del R. decreto-legge 30 gennaio 1939-XVII, n. 227, convertito nella legge 2 giugno 1939-XVII, n. 739, viene nuovamente sostituito come segue:

« Il Consiglio della Fondazione è così costituito:

1) presidente, nominato con decreto Reale come all'articolo 2 della presente legge;

2) architetto Giancarlo Maroni, sovrintendente al Vittoriale, e

3) gr. uff. avv. Leopoldo Barduzzi, entrambi nominati a vita da Gabriele d'Annunzio;

4) un accademico d'Italia nominato con decreto del DUCE, su proposta del Ministro per l'educazione nazionale, sentito il Presidente della Reale Accademia d'Italia;

5) provveditore generale dello Stato;

6) direttore generale delle Accademie e biblioteche del Ministero dell'educazione nazionale;

7) direttore generale per il Teatro del Ministero della cultura popolare;

8) prefetto a disposizione del Vittoriale ».

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 11 gennaio 1940-XVIII

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI — DI REVEL — BOTTAI

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI

LEGGE 11 gennaio 1940-XVIII, n. 16.

Concessione di abilitazione « ad honorem » all'insegnamento della stenografia e relative norme per l'ammissione agli esami di abilitazione per coloro che, sforniti del titolo di studio richiesto, siano in possesso di un titolo legale di abilitazione in un sistema stenografico.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA E DI ALBANIA
IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei Fasci e delle corporazioni, a mezzo delle loro Commissioni legislative, hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

E' accordata al Ministro per l'educazione nazionale la facoltà di concedere *ad honorem*, e per tutti gli effetti di legge, il diploma di abilitazione all'insegnamento della stenografia, secondo il sistema « Cima », al professore Cima Giovanni Vincenzo, creatore del sistema, e ai professori Prete Giuseppe e Cerchio Carlo cultori del sistema stesso.

Art. 2.

In deroga al disposto dell'art. 1 del R. decreto-legge 5 settembre 1938-XVI, n. 1521, convertito nella legge 16 gennaio 1939-XVII, n. 222; è accordata facoltà al Ministro per l'educazione nazionale di bandire eccezionalmente esami di abilitazione all'insegnamento della stenografia ai quali possono essere ammessi, anche se sforniti del titolo di studio di scuola media superiore di cui al citato articolo, coloro che siano in possesso di un titolo legale di abilitazione all'insegnamento della stenografia conseguito per titoli e per esami, anche in un solo sistema.

A tal fine oltre agli altri documenti di rito gli interessati dovranno produrre il diploma originale da essi posseduto, che li abilita all'insegnamento della stenografia.

Art. 3.

I candidati agli esami di abilitazione all'insegnamento della stenografia, ai sensi del precedente articolo, dovranno sostenere nei soli riguardi dei sistemi o del sistema per i quali non siano abilitati la prova pratica di trascrizione in caratteri stenografici di un brano di circa 1000 parole, le prove orali e svolgere la lezione di cui al vigente programma di esami per abilitazione all'insegnamento della stenografia.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 11 gennaio 1940-XVIII

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI — DI REVEL — BOTTAI

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI

REGIO DECRETO 11 gennaio 1940-XVIII, n. 17.

Settima prelevazione dal fondo di riserva per le spese impreviste dell'Amministrazione delle poste e dei telegrafi per l'esercizio finanziario 1939-40.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA E DI ALBANIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Vista la legge 23 giugno 1939, n. 878, che approva gli stati di previsione dell'Azienda autonoma delle poste e dei telegrafi per l'esercizio finanziario 1939-40;

Visto l'art. 21 del R. decreto-legge 23 aprile 1925, n. 520, convertito nella legge 21 marzo 1926, n. 597;

Visto che il fondo di riserva istituito per le spese impreviste della amministrazione delle poste e dei telegrafi presenta una disponibilità di L. 10.962.000 depositate in conto corrente speciale presso la Tesoreria centrale del Regno;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le comunicazioni, di concerto con quello per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Dal fondo di riserva anzidetto è autorizzato il prelevamento di L. 48.000 da versarsi all'Amministrazione postale telegrafica con imputazione al capitolo 19 dello stato di previsione dell'entrata dell'Amministrazione medesima per l'esercizio finanziario 1939-40 e da inscriversi in aumento allo stanziamento del capitolo 99 del bilancio della spesa della amministrazione suddetta per l'esercizio medesimo (spese per pubblicità per promuovere l'incremento di taluni servizi).

Questo decreto sarà comunicato alle Assemblee legislative unitamente al conto consuntivo dell'Azienda delle poste e dei telegrafi per l'esercizio finanziario 1939-40.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 11 gennaio 1940-XVIII

VITTORIO EMANUELE

HOST VENTURI — DI REVEL

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI
Registrato alla Corte dei conti addì 2 febbraio 1940-XVIII
Atti del Governo, registro 418, foglio 14. — MANCINI

REGIO DECRETO 11 gennaio 1940-XVIII, n. 18.

Disposizioni concernenti cantieri di lavoro interessanti il Ministero della guerra.

N. 18. R. decreto 11 gennaio 1940, col quale, sulla proposta del DUCE del Fascismo, Capo del Governo, vengono emanate disposizioni concernenti cantieri di lavoro interessanti il Ministero della guerra.

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI
Registrato alla Corte dei conti, addì 3 febbraio 1940-XVIII

DECRETO DEL DUCE DEL FASCISMO, CAPO DEL GOVERNO, 18 gennaio 1940-XVIII.

Autorizzazione all'Opera nazionale per i combattenti alla occupazione di alcuni immobili nel Bacino del Volturno.

IL DUCE DEL FASCISMO

CAPO DEL GOVERNO

Veduto il regolamento legislativo dell'Opera nazionale per i combattenti approvato con R. decreto-legge 16 settembre 1926-IV, n. 1606, convertito nella legge 16 giugno 1927-V, n. 1100;

Veduto il R. decreto-legge 30 marzo 1933-XI, n. 291, convertito nella legge 15 giugno 1933-XI, n. 827;

Veduti gli articoli 4 e seguenti del R. decreto-legge 11 novembre 1938-XVII, n. 1834;

Veduta la richiesta dell'Opera nazionale per i combattenti in data 31 dicembre 1939-XVIII;

Veduto il proprio « nulla-osta » concesso all'Opera nazionale per i combattenti per l'attuazione del piano di trasformazione dei terreni in appresso e pel trasferimento di essi all'Opera medesima;

Ritenuta la urgente necessità, ai fini della bonifica integrale del Bacino del Volturno, di consentire all'Opera predetta la occupazione provvisoria degli immobili stessi;

Decreta:

Art. 1.

L'Opera nazionale per i combattenti è autorizzata ad occupare immediatamente in tutto o in parte gli immobili qui appresso elencati:

N. d'ordine	DITTA INTESTATA IN CATASTO	Comune	Località	Foglio di mappa	N. di mappa		Superficie		
					Princ.	Sub.	Ha.	Are	Cent.
1	De Mare Giuseppa di Angelo, maritata Chierchia, liv. al Comune di Castelvolturno.	Castelvolturno	Caradogna	24	39		0	68	96
2	Gagliardi Pietro di Vincenzo	»	»	24	24		1	54	56
3	Corvino Antonietta, Antonio, Angela, Gaetano, Enrichetta, Carolina e Carlo fu Raffaele.	»	»	24	23 41		3 0	40 01	54 56
	Totale . . .						3	42	10
4	Graziano Gaetano fu Antonio, liv., alla Congrega di Carità di Castelvolturno, sotto il titolo dell'Annunziata.	»	47 Moggia	24	12 13 65		1 3 0	26 34 57	82 58 78
	Totale . . .						5	19	18
5	Buffardi Giovanni di Francesco e Noviello Giuseppe fu Carmine, liv. al Comune di Castelvolturno.	»	Caradogna	24	58		0	76	74
6	Buffardi Nicola fu Giuseppe, liv. al Comune di Castelvolturno	»	»	24	62		0	82	21
7	Buonocore Anna e Filomena fu Pasquale.	»	»	24	25 28		2 4	29 34	35 17
	Totale . . .						6	63	52
8	De Mare Vincenza, Gaetana e Rosaria, sorelle di Giuseppe propr. e De Mare Giuseppe fu Gaetano usufr. in parte, liv. al Comune di Castelvolturno.	»	»	24	31		0	71	18
9	Schiavone Giuseppe fu Pasquale e Cantelli Preziosa di Francesco, coniugi.	»	S. Martino a Coltura	25	33		0	86	22
10	Noviello Giuseppe fu Carmine, liv. al Comune di Castelvolturno.	»	Caradogna	24 25	60 32		0 0	78 78	46 07
	Totale . . .						1	56	53

N. d'ordine	DITTA INTESTATA IN CATASTO	Comune	Località	Foglio di mappa	N. di mappa		Superficie		
					Princ.	Sub.	Ha.	Are	Cent.
11	Montesano Giuseppe fu Vincenzo e Simone Laura fu Nicola, coniugi usufr. e figli Giovanni, Filomena, Francesco, Raffaele e Giovanna di Giuseppe, propr. liv. al Comune di Castelvolturno.	Castelvolturno	S. Martino a Coltura	25	29		0	77	15
12	Berlingieri Giovanna di Giovanni, maritata Sementini, liv. al Comune di Castelvolturno.	»	»	25 30	30 48 98		0 0 0	80 73 80	06 68 55
	Totale . . .						2	34	29
13	De Maria Teresa di Giuseppe, maritata Campanella, liv. al Comune di Castelvolturno.	»	»	25	26		0	77	76
14	Traettino Rocco fu Giuseppe usufr. e Traettino Giuseppe, Evelina e Maria-Grazia di Rocco, propr. liv. al Comune di Castelvolturno.	»	»	25	21		0	57	70
15	Chierchia Aniello fu Francesco, liv. al Comune di Castelvolturno.	»	»	25	23		0	63	81
16	Papararo Angela fu Francesco liv. al Comune di Castelvolturno.	»	»	25	2		0	67	43
17	Papararo Castrese, Antonio, Michele, Rosaria, Chiara, Anna e Filomena di Luigi, liv. al Comune di Castelvolturno.	»	Isoletta, Fraschito, ecc.	29 23 25	37 22 23 24		0 0 0 0	71 14 64 61	67 45 23 30
	Totale . . .						2	11	65
18	Noviello Giuseppe fu Carmine per 2/3 e Buffardi Luigi fu Cristoforo per 1/3, liv. al Comune di Castelvolturno.	»	Caradogna	24 25	29 18		0 0	54 21	69 76
	Totale . . .						0	76	45
19	Sementini Bernardo, Maddalena, Giuseppe, Antonio, Olindo, Arturo e Maria fu Castrese, liv. al Comune di Castelvolturno.	»	S. Martino a Coltura	25	19		0	88	28
20	Sementini Bernardo, Maddalena, Giuseppe, Antonio, Olindo, Arturo e Maria fu Castrese, propr. e Noviello Teresa fu Giuseppe, ved. Sementini usufr. in parte, liv. al Comune di Castelvolturno.	»	»	25	20		0	53	32

N. d'ordine	DITTA INTESTATA IN CATASTO	Comune	Località	Foglio di mappa	N. di mappa		Superficie		
					Princ.	Sub.	Ha.	Are	Cent.
21	Papararo Giuseppe e Raffaele fu Paolo, propr. e Montecuollo Clementina fu Nunzio ved. Papararo usufr. in parte, liv. al Comune di Castelvolturno.	Castelvolturno	S. Martino a Coltura	24	36		0	74	36
22	Boccone Bartolomeo fu Antonio, liv. al Comune di Castelvolturno.	»	Fraschito Seponi, ecc.	23 24 29 32 32	24 30 46 63 76 34		0 0 0 0 0 0	77 44 65 65 73 68	62 61 66 60 47 28
	Totale . . .						4	35	24
23	Simeone Laura fu Nicola marit. Montesano, liv. al Comune di Castelvolturno.	»	S. Martino, 47 Moggia	24 30 32	67 22 61 99 21 29 171		0 0 0 0 0 0 0	69 87 25 26 60 70 10	55 19 40 97 89 47 26
	Totale . . .						3	50	73
24	Paolo Giuseppe fu Carmine e Ambrosca Maddalena fu Pasquale, coniugi, livellari al Comune di Castelvolturno.	»	Seponi S. Martino	32	16		0	75	12
25	Sementini Pasquale fu Bernardo, liv. al Comune di Castelvolturno.	»	Seponi con Casella	32	124		0	99	17
26	De Mare Maria-Iacobba fu Paolo maritata Sabato usufr. e Montecuollo Clementina fu Nunzio propr., liv. al Comune di Castelvolturno.	»	S. Martino	32	30		0	73	08
27	Toscano Michela fu Carmine marit. Buffardi, liv. al Comune di Castelvolturno.	»	»	32	32		1	43	00
28	Montesano Raffaele, Filomena e Giovanna fu Giuseppe.	»	»	32	20		1	60	96
29	Russo Anna fu Sebastiano maritata Russo, liv. al Comune di Castelvolturno.	»	»	32	26		0	74	30
30	Villano Domenico fu Giuliano propr. e Miraglia Anastasia fu Andrea ved. Villano usufr. in parte.	»	»	32	24		0	81	17

N. d'ordine	DITTA INTESTATA IN CATASTO	Comune	Località	Foglio di mappa	N. di mappa		Superficie		
					Pr.no	Sub.	Ha.	Are	Cent.
31	Cantelli Teresa per 4/6, Marianna per 1/6 e Tommaso per 1/6 fu Francesco	Castelvolturno	Limoncello	31	6		4	41	06
32	Parente Rosa fu Gaspare, liv. al Comune di Castelvolturno.	»	S. Martino	32	25		0	84	72
33	Noviello Rocco fu Carmine, liv. al Comune di Castelvolturno.	»	»	32	27		0	78	92
34	Montesano Giuseppe fu Vincenzo e Simeone Laura fu Nicola, coniugi.	»	»	32	28		0	77	72
35	Montesano Giovanni fu Giuseppe e Federico Lucrezia fu Michele, coniugi, liv. al Comune di Castelvolturno.	»	Seponi S. Martino	32	15 31		0 0	71 73	46 47
	Totale . . .						1	44	93
36	Pirolo Raffaela fu Giuseppe, ved. Caterino, usufr. e Caterino Giuseppe, Amalia, Camillo ed Eleonora fu Luigi propr. liv. al Comune di Castelvolturno.	»	Seponi	32	87		0	68	01
37	Aveta Francesco fu Raffaele e De Filippo Giuseppe fu Francesco, liv. al Comune di Castelvolturno.	»	»	32	17 170		0 0	76 00	00 77
	Totale . . .						0	76	77
38	Pignata Enrico di Giovanni	»	Limoncello	31	7	a	2	19	37
39	Massaro Angelo fu Giovanni e D'Angelo Maria-Giuseppa fu Crescenzo, coniugi, liv. al Comune di Castelvolturno.	»	»	31	34		0	86	79
40	Bosco Manfredi fu Giacinto, liv. al Comune di Castelvolturno.	»	Fraschito e Seponi	23 31 32	27 34 125		0 0 0	76 90 79	70 04 32
	Totale . . .						2	46	06
41	Letizia Scipione fu Domenico, livellario all'Ente comunale di assistenza di Castelvolturno.	»	Caradogna	24	17 18 66		0 8 0	80 01 02	80 78 72
	Totale . . .						8	85	30

N. d'ordine	DITTA INTESTATA IN CATASTO	Comune	Località	Foglio di mappa	N. di mappa		Superficie		
					Princ.	Sub.	Ha.	Are	Cent.
42	Boccone Alfonso, Antonio, Girolamo e Maria fu Bartolomeo e Tata Antonietta fu Bernardino, liv. al Comune di Castelvolturno.	Castelvolturno	S. Martino a Coltura	24	38		0	97	44
43	Traettino Annita di Giuseppe, maritata Papararo, liv. al Comune di Castelvolturno.	»	Caradogna	24	37		0	73	87
44	Boccone Filomena fu Antonio, liv. al Comune di Castelvolturno.	»	S. Martino a Coltura	24	45		0	71	37
45	Russo Marco fu Rocco, liv. al Comune di Castelvolturno.	»	»	24	44		0	65	13
46	Russo Antonia fu Carlo, marit. Magliuolo, propr. e Papararo Teresa fu Domenico ved. Di Stasio usufr. in parte, liv. al Comune di Castelvolturno.	»	Caradogna	24	43		0	86	14
47	Pavoncelli Gaetano fu Giuseppe, liv. al Comune di Castelvolturno.	»	Seponi	24	56		0	88	21
48	Torrano Maria fu Francesco vedova Russo, liv. al Comune di Castelvolturno.	»	Caradogna	24	53		0	90	06
49	Cepparulo Luigi fu Matteo, liv. al Comune di Castelvolturno.	»	»	24	35		0	81	19
50	De Simone Francesco, Gioacchino, Pietro, Antonietta, Michele, Armando, Mario, Antonio e Vincenzo fu Giovanni; De Simone Gioacchino fu Vincenzo e Vassallo Marianna fu Domenico, marit. Cavalieri, liv. al Comune di Castelvolturno.	»	»	24	52		0	81	60
51	Ciccarelli Evelina fu Nicola, liv. al Comune di Castelvolturno.	»	»	24	51		0	79	64
52	D'Isa Maria-Giuseppa fu Antonio, maritata Toscano, liv. al Comune di Castelvolturno.	»	»	24	48		0	79	89
53	Gagliardi Carlo di Vincenzo	»	»	24	21		5	55	05

N. d'ordine	DITTA INTESTATA IN CATASTO	Comune	Località	Foglio di mappa	N. di mappa		Superficie		
					Princ.	Sub.	Ha.	Are	Cent.
54	Gagliardi Alfonsina, Nicola, Angelina, Emilia, Bernardo, Carlo, Pietro ed Elia fu Vincenzo e Coppola Ulderico, Maria-Teresa, Giuseppe e Mario di ....., liv. alla Congrega di Carità di Castelvolturno sotto il titolo dell'Annunziata.	Castelvolturno	Caradogna	24	22		2	62	99
55	Gagliardi Alfonsina, Nicola, Angelina, Emilia, Bernardo, Carlo, Pietro ed Elia fu Vincenzo e Coppola Ulderico, Maria-Teresa, Giuseppe e Mario di	»	»	24	20 68 69		0 1 1	19 27 24	08 49 00
	Totale . . .						2	70	57

Art. 2.

Le relative indennità di occupazione, in mancanza di accordo fra le parti, saranno determinate a norma dell'art. 8 del citato R. decreto-legge 11 novembre 1938-XVII, n. 1834.

Art. 3.

All'atto della presa in possesso degli immobili sopradescritti verrà compilato lo stato di consistenza, a norma dell'art. 6 del sopracitato Regio decreto-legge n. 1834.

Roma, addì 18 gennaio 1940-XVIII

p. *Il DUCE del Fascismo, Capo del Governo*

Il Sottosegretario di Stato alla Presidenza del Consiglio dei Ministri
LUIGI RUSSO

(388)

DECRETO MINISTERIALE 1° gennaio 1940-XVIII.
Istituzione di premi in denaro a favore dei pescatori italiani che conseguano la qualifica di marinaio motorista o di motorista navale.

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visto il testo unico delle leggi sulla pesca, approvato con R. decreto 8 ottobre 1931, n. 1604;

Vista la legge 20 giugno 1935-XIII, n. 1320, contenente norme per il conseguimento dei gradi di macchinista navale, macchinista per motonavi, motorista navale e delle autorizzazioni a condurre motori di limitata potenza;

Ritenuta l'opportunità, nell'interesse dell'incremento della pesca con battelli a propulsione meccanica, di incoraggiare i pescatori a conseguire l'abilitazione a condurre motori marini per l'esercizio della pesca;

Decreta:

Art. 1.

A ciascun pescatore italiano, che, nel periodo dal 1° gennaio al 31 dicembre 1940, conseguirà il grado di motorista navale di prima o di seconda classe, ai sensi degli articoli 11 e 12 della legge 20 giugno 1935, n. 1320, citata nelle premesse, verrà conferito un premio di L. 3000.

A ciascun pescatore italiano che, nel precitato periodo, conseguirà invece il grado di motorista abilitato o di marinaio motorista, ai sensi degli articoli 15 e 16 della legge medesima, verrà conferito un premio di L. 150.

Art. 2.

Ciascuna Regia capitaneria di porto, sede di Commissione esaminatrice, non appena terminati gli esami, invierà al Ministero dell'agricoltura e delle foreste, Direzione generale dei piani della produzione, Divisione pesca, l'elenco nominativo dei pescatori che avranno conseguito la qualifica di cui sopra.

Gli elenchi dovranno contenere il cognome, il nome, la paternità e domicilio di ciascun pescatore, e la data di conseguimento della qualifica.

Le Regie capitanerie di porto correderanno gli elenchi di una attestazione dalla quale risulti che ciascuna persona indicata negli elenchi stessi esercita effettivamente il mestiere di pescatore ed è provvisto del libretto di matricola.

Art. 3.

In base agli elenchi, di cui al precedente articolo, il Ministero darà corso al pagamento dei premi.

La spesa relativa, prevista in L. 30.000 (lire trentamila), graverà sul capitolo 86 del bilancio di questo Ministero per l'esercizio 1939-40.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 1° gennaio 1940-XVIII

Il Ministro: TASSINARI

(412)

DECRETO MINISTERIALE 28 gennaio 1940-XVIII.
Autorizzazione alla cattura di lepri e starne a scopo di ripopolamento nella zona del torrente Trebbia (Piacenza).

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA
E PER LE FORESTE

Visto l'art. 43 del testo unico delle leggi e decreti per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con R. decreto 5 giugno 1939-XVII, n. 1016;
Visti gli altri decreti Ministeriali con cui è stato disposto il divieto di caccia e uccellagione, sotto qualsiasi forma, fino a tutta l'annata venatoria 1939-40, nella zona del Torrente Trebbia (Piacenza);
Sulla proposta del Comitato provinciale della caccia di Piacenza;
Ritenuta l'opportunità di permettere, in detta zona, la cattura di lepri e starne a scopo di ripopolamento;

Decreta:

Il Comitato provinciale della caccia di Piacenza è autorizzato, sotto la propria responsabilità, ad effettuare, nella suddetta zona, la cattura di lepri e starne a scopo di ripopolamento.

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 28 gennaio 1940-XVIII

Il Ministro: TASSINARI

(413)

DECRETO MINISTERIALE 29 gennaio 1940-XVIII.
Autorizzazione alla cattura di selvaggina stanziale protetta a scopo di ripopolamento nella zona di Cadelbosco (Reggio Emilia).

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA
E PER LE FORESTE

Visto l'art. 43 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con R. decreto 5 giugno 1939, n. 1016;
Visti gli altri decreti Ministeriali con cui è stato disposto il divieto di caccia e uccellagione, sotto qualsiasi forma, fino a tutta l'annata venatoria 1939-40, nella zona di Cadelbosco (Reggio Emilia);
Sulla proposta del Comitato provinciale della caccia di Reggio Emilia;
Ritenuta l'opportunità di permettere, in detta zona, la cattura di selvaggina stanziale protetta a scopo di ripopolamento;

Decreta:

Il Comitato provinciale della caccia di Reggio Emilia è autorizzato, sotto la propria responsabilità, ad effettuare, nella suddetta zona, la cattura di selvaggina stanziale protetta a scopo di ripopolamento.

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 29 gennaio 1940-XVIII

Il Ministro: TASSINARI

(414)

PRESENTAZIONE DI DECRETI-LEGGE ALLE ASSEMBLEE LEGISLATIVE

MINISTERO PER GLI SCAMBI E PER LE VALUTE

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, e dell'articolo unico della legge 8 giugno 1939-XVII, n. 860, si notifica che S. E. il Ministro per gli scambi e per le valute ha trasmesso alla Presidenza della Camera dei Fasci e delle Corporazioni il disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 14 dicembre 1939-XVIII, n. 2001, relativo allo scioglimento della Giunta delle lane e alla nomina di un commissario.

(449)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

Media dei cambi e dei titoli N. 28
del 3 febbraio 1940-XVIII

Stati Uniti America (Dollaro)	19,80
Inghilterra (Sterlina)	78,78
Francia (Franco)	44,65
Svizzera (Franco)	444 —
Argentina (Peso carta)	4,48
Belgio (Belgas)	3,352
Canadà (Dollaro)	16,90
Danimarca (Corona)	3,804
Egitto (Lira egiziana)	80,80
Germania (Reichmark)	7,80
Jugoslavia (Dinaro)	44,40
Norvegia (Corona)	4,476
Olanda (Fiorino)	10,5120
Portogallo (Scudo)	0,7282
Svezia (Corona)	4,695
Bulgaria (Leva) (Cambio di Clearing)	23,58
Cecoslovacchia (Corona) (Cambio di Clearing)	65,70
Estonia (Corona) (Cambio di Clearing)	4,697
Germania (Reichmark) (Cambio di Clearing)	7,6336
Grecia (Dracma) (Cambio di Clearing)	14,31
Lettonia (Lat) (Cambio di Clearing)	3,6751
Polonia (Zloty) (Cambio di Clearing)	360 —
Romania (Leu) (Cambio di Clearing)	13,9431
Spagna (Peseta) (Cambio di Clearing)	193,24
Turchia (Lira turca) (Cambio di Clearing)	15,29
Ungheria (Pengo) (Cambio di Clearing)	3,852
Svizzera (Franco) (Cambio di Clearing)	445,43
Rendita 3,50 % (1906)	71,45
Id. 3,50 % (1902)	70 —
Id. 3,00 % Lordo	49,95
Id. 5 % (1935)	91,925
Prestito Redimibile 3,50 % (1934)	67,80
Id. Id. 5 % (1936)	93,175
Obbligazioni Venezie 3,50 %	91,675
Buoni novennali 5 % - Scadenza 1940	100,10
Id. Id. 5 % - Id. 1941	99,125
Id. Id. 4 % - Id. 15 febbraio 1943	91,975
Id. Id. 4 % - Id. 15 dicembre 1943	91,875
Id. Id. 5 % - Id. 1944	95,75

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(3ª *pubblicazione*).

Rettifiche d'intestazione di certificati di rendita

Elenco n. 12.

Si dichiara che le rendite seguenti, per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, vennero intestate e vincolate come alla colonna 4, mentrechè invece dovevano intestarsi e vincolarsi come alla colonna 5, essendo quelle ivi risultanti le vere indicazioni dei titolari delle rendite stesse:

DEBITO 1	NUMERO d'iscrizione 2	AMMONTARE della rendita annua 3	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE 4	TENORE DELLA RETTIFICA 5
P. R. 3,50 % (1934)	323885	140 —	Erculiani Bernardino, Giuseppe, *Teresina, Franceschina* e Angela-Teodora di Antonio, minori sotto la patria potestà del padre, domiciliato a Gardone Riviera (Brescia), in parti uguali.	Erculiani Bernardino, Giuseppe *Teresina-Franceschina* e Angela-Teodora di Antonio, minori ecc., come contro.
Id.	248229	273 —	Ostuni *Caterina* fu Antonio, moglie di Colasuonno Michele, dom. a Irsina (Matera); vincolato come dote della titolare.	Ostuni *Maria-Caterina* fu Antonio moglie di ecc., come contro.
Id.	330983	350 —	De Callis Vittorio di Francesco, dom. a Mormanno (Cosenza); usufrutto a Tufarelli *Giulia* fu Tommaso moglie di De Callis Francesco.	Come contro con usufrutto a Tufarelli *Mariangela-Giulia* fu Tommaso moglie di De Callis Francesco.
Id.	378495	140 —	Verrua *Maria-Orsola* fu Giuseppe, moglie di Verrua Luigi, dom. a Scurzolengo; vincolata come dote della titolare.	Verrua *Orsola-Maria* fu Giuseppe, ecc., come contro.
Rendita 5 % (1935)	9229	6200 —	*Ponza di S. Martino* Gabriella fu Gustavo *Del Carretto di Moncrivello, nubile*, dom. a Dronero (Cuneo).	*Del Carretto di Moncrivello* Gabriella fu Gustavo *vedova di Ponza di S. Martino Coriolano*, dom. a Dronero (Cuneo).
P. R. 3,50 % (1934)	272804	28 —	*Trovato Giuseppe* fu Luigi minore sotto la patria potestà della madre Bonamico Giuseppa ved. Trovato Luigi, dom. in Troina (Enna).	*Trovato-Saluzzo Luciano* fu Luigi minore ecc., come contro.
Id.	272805	28 —	*Trovato* Maria fu Luigi minore ecc., come sopra.	*Trovato-Saluzzo* Maria minore ecc., come sopra.
P. R. 3,50 %	126806	56 —	Marra *Isidora* fu Paolo, vedova di Crida *Francesco*, dom. a Rueglio (Torino); con vincolo d'usufrutto vitalizio a Marra Davide fu Paolo, dom. ad Alice Superiore (Torino).	Marra *Vincenza-Isidora* fu Paolo, ved. di Crida *Giacomo-Francesco*, dom. a Rueglio (Torino), con usufrutto come contro.
Certificati provv. obblig. Venezie	17855	Capitale 5300 —	Micoli *Maria* fu Giacomo e di *Peresello* Anna ved. Anderlini, dom. in S. Daniele del Friuli.	Micoli *Giuseppa-Maria* fu Giacomo e di *Persello* Anna ved. Anderlini, dom. a S. Daniele del Friuli.
P. R. 3,50 % (1934)	76030	49 —	Cavallo Domenicantonio di Pietro, dom. a S. Arcangelo (Potenza), vincolato di usufrutto vitalizio a favore di *Rino* Donata-Maria fu Pasquale ved. di La Canna Vincenzo fu Francesco, dom. in S. Arcangelo (Potenza).	Cavallo Domenicantonio di Pietro, dom. a S. Arcangelo (Potenza), vincolato di usufrutto vitalizio a favore di *Rina-Donata-Maria* fu Pasquale ecc., come contro.
P. R. 3,50 %	76031	49 —	Cavallo Vito di Pietro, dom. a S. Arcangelo (Potenza); usufrutto come sopra.	Come cont o, con usufrutto come sopra.
Id.	76032	49 —	Cavallo Giuseppe di Pietro, dom. a S. Arcangelo (Potenza); usufrutto come sopra.	Come contro, con usufrutto come sopra.
Id.	76033	49 —	Cavallo Michele di Pietro, dom. a S. Arcangelo (Potenza); usufrutto come sopra.	Come contro, con usufrutto come sopra.
Id.	212792	77 —	Ingravallo Giovanna fu Pietro interdetta sotto la tutela della madre Bellomo *Cristina* fu Giuseppe ved. Ingravallo.	Ingravallo Giovanna fu Pietro interdetta sotto la tutela della madre Bellomo *Maria-Cristina* fu Giuseppe ved. Ingravallo.
Id.	212793	87,50	Come sopra, con usufrutto a Bellomo *Cristina* fu Giuseppe ved. Ingravallo Pietro.	Come sopra, con usufrutto a Bellomo *Maria-Cristina* fu Giuseppe ved. Ingravallo Pietro.
Id.	369857	175 —	*Anselmi* Mario-Alfredo-Luigi di *Antonio-Giuseppe minore sotto la patria potestà del padre*, dom. a Zogli (Genova).	*Bandelloni* Mario-Alfredo-Luigi di *Emilia*, minore *sotto la tutela legale della madre*, domiciliata a Zogli (Genova).

DEBITO 1	NUMERO d'iscrizione 2	AMMONTARE della rendita annua 3	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE 4	TENORE DELLA RETTIFICA 5
Cons. 3,50 %	682416	105 —	Labanca *Teresina* di Felice, moglie di Murra Paolo, dom. in Castelluccio Superiore (Potenza), con vincolo per dote della titolare.	Labanca *Maria-Teresa* di Felice, moglie di Murra-Francesco-Paolo ecc., come contro.
Rendita 5 %	117191	150 —	Caprino *Sabatino* di *Antonello*, minore sotto la patria potestà del padre, dom. in Roma.	Caprino *Sebastiano* di *Antonino* minore ecc., come contro.
P. R. 3,50 % (1934)	473801	322 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	135906	17,50	Guadagnini *Luigi* fu Angelo minore sotto la patria potestà della madre Ferrucci Antonia fu Giacomo ved. Guadagnini, dom. ad Alfonsine (Ravenna).	Guadagnini *Luigia* fu Angelo, minore ecc., come contro.
Id.	135905	17,50	Guadagnini *Giacomo* fu Angelo, minore ecc., come sopra.	Guadagnini *Giacoma-Giacomina* minore ecc., come sopra
Rendita 5 % (1935)	141462	1250 —	*Rosso Modesta* fu Matteo, minore sotto la tutela di *Rosso* Domenico fu Giovanni, dom. a Magliano Alpi (Cuneo).	*Rossi Modesta-Domenica-Onorina*, minore sotto la tutela di *Rossi* Domenico fu Giovanni, dom. a Magliano Alpi (Cuneo).
Cons. 3,50 % (1902)	36118	105 —	Piccinni *Rosa* fu Giacinto nubile, dom. a Trani (Bari).	Piccinni *Maria-Rosa* fu Giacinto, nubile dom. a Trani (Bari).
Cons. 3,50 % (1906)	254498	87,50	Come sopra.	Come sopra.
Id.	255290	70 —	Come sopra.	Come sopra.
Id	281291	70 —	Come sopra.	Come sopra.
Id	304362	70 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	326903	140 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	345277	175 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	527076	70 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	785688	700 —	Come sopra.	Come sopra.
P. R. 3,50 % (1934)	75167	490 —	Come sopra.	Come sopra.
Cons. 3,50 % (1906)	586236 784291	84 — 122,50	Picaro *Elisa* di Vincenzo moglie di Lascaro *Pietro*, dom. a Cassano delle Murge (Bari); vincolata.	Picaro *Elisabetta* di Vincenzo moglie di Lascaro *Pietrangelo* ecc., come contro.
Rendita 5 %	153876	140 —	Spasiano Pasquale fu Carlo, dom. a Cuneo, vincolato d'usufrutto vitalizio a favore di Petra di Caccuri Giuseppina fu Carlo ved. di Spasiano *Carlo*, dom. a Napoli.	Spasiano Pasquale fu Carlo, dom. a Cuneo, vincolato d'usufrutto vitalizio a favore di Petra di Caccuri Giuseppina fu Carlo vedova di Spasiano *Pasquale*, dom. a Napoli
Cons. 3,50 %	8027	413 —	Prole nascitura da Massadro *Carlo* fu Carlo, dom. in Torino rappresentata dallo stesso signor Massadro. La presente rendita la quale proviene dall'impiego della somma di lire 13.333,33 pagata per le causali di cui nell'atto 31 ottobre 1902 rog. Baldioli notaio in Torino e sottoposta ad ipoteca a favore del sig. Massadro Alberto e Catterina fu Carlo in garanzia della devoluzione in loro favore nel caso di mancanza della prole titolare, e l'usufrutto della rendita stessa spetta al sig. Massadro *Carlo*, dom. a Torino.	Prole nascitura da Massadro *Giovanni-Carlo* fu Carlo, dom. in Torino ecc., come contro, e l'usufrutto della rendita stessa spetta al sig. Massadro *Giovanni-Carlo*, dom. a Torino.
P. R. 3,50 % (1934)	305008 336256 340033	266 — 101,50 283,50	*Criscuoli* Giuseppe ed Aurelia di Francesco, minori sotto la patria potestà del padre, domiciliato a Benevento.	*Criscoli* Giuseppe ed Aurelia di Francesco, minori sotto la patria potestà del padre, domiciliato a Benevento.
P. R. 3,50 %	67168	24,50	Colombo Isaia fu Celeste minore *sotto la tutela di Filippo Fochi fu Amadio*, dom. in Oreno (Milano).	Colombo Isaia fu Celeste minore *sotto la patria potestà della madre Viganò Santina fu Martino*, dom. in Oreno (Milano).
Cons. 3,50 %	162643	220,50	Severini *Caterina* fu Michele, nubile, dom. in Altavilla Irpina, con vincolo per dote della titolare.	Severini *Maria-Caterina* fu Michele ecc., come contro.

DEBITO	NUMERO d'iscrizione	AMMONTARE della rendita annua	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE	TENORE DELLA RETTIFICA
1	2	3	4	5
Cons. 3,50 %	455376	133 —	*Severino Caterina* fu Michele, moglie di Severino Carminantonio fu Pellegrino, dom. a S. Giorgio a Cremano (Napoli).	*Severini Maria-Caterina* fu Michele moglie di ecc., come contro.
P. Naz. 4,50 %	7223	112,50	Mantero Mario fu Antonio minore sotto la patria potestà della madre *Chichero* Emma di Luigi ved. di Mantero Antonio, dom. in Albenga (Genova).	Mantero Mario fu Antonio minore sotto la patria potestà della madre *Cichero* Emma di Luigi ecc., come contro.
Id.	7224	112,50	Mantero Anna-Maria fu Antonio minore ecc., come sopra.	Come contro e come sopra.
Id.	7222	76,50	Mantero Mario e Anna-Maria fu Antonio, minori sotto la patria potestà della madre *Chichero* Emma ecc., con usufrutto vitalizio a favore di *Chichero* Emma di Luigi ved. Mantero Antonio, dom. in Albenga.	Mantero Mario e Anna-Maria fu Antonio, minori sotto la patria potestà della madre *Cichero* Emma ecc., con usufrutto vitalizio a favore di *Cichero* Emma di Luigi ved. di Mantero Antonio, dom. in Albenga.
P. R. 3,50 % (1934)	250324	371 —	Gibelli *Arcangelo* di Camillo, minore sotto la patria potestà del padre, dom. a Genova.	Gibelli *Arcangela* di Camillo ecc., come contro.
P. R. 3,50 %	14999	980 —	Proverbio Eugenio fu Luigi, dom. a Novara con usufrutto a *Bozzola Maddalena* fu Francesco ved. di Proverbio Luigi.	Proverbio Eugenio fu Luigi, dom. a Novara con usufrutto a *Bazzola Maria-Maddalena* fu Francesco ved. Proverbio Luigi.
Rendita 5 %	33266 33273	2605 — 5060 —	Caramora *Renza* fu Paolo nubile, dom. in Vigevano (Pavia).	Caramora *Pierina-Ottavia-Lorenzina-Catterina-Maria* fu Paolo, nubile, dom. in Vigevano (Pavia).
P. R. 3,50 %	192042	6475 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	380208	6125 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	21921	483 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	24972	560 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	28325	602 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	29822	98 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	221493	2471 —	Come sopra.	Come sopra.
Id	306403	1820 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	380821	1925 —	Come sopra.	Come sopra.
Cons. 3,50 %	808182	1225 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	713169	3500 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	816195	5250 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	818000	1750 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	615757	1750 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	753927	2100 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	757996	2100 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	796981	1050 —	Come sopra.	Come sopra.
Rendita 5 %	33267	4290 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	33268	2350 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	33269	1700 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	33270	2250 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	3327[illegible]	2000 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	33274	2010 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	33275	2000 —	Come sopra.	Come sopra.
P. Naz. 5 %	18209	800 —	Come sopra.	Come sopra.

DEBITO	NUMERO d'iscrizione	AMMONTARE della rendita annua	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE	TENORE DELLA RETTIFICA
1	2	3	4	5
Cons. 3,50 %	27178	63 —	Caramora *Renza* fu Paolo minore sotto la patria potestà della madre Mancinelli Maria ved. Caramora.	Caramora *Pierina-Ottavia-Lorenzina-Cattarina-Maria* minore ecc., come contro.
Id.	277739	486, 50	Come sopra.	Come sopra.
Id.	388898	469 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	315900	10, 50	Come sopra.	Come sopra.
Id.	263006	1501, 50	Come sopra.	Come sopra.
Rendita 5 %	14645	1750 —	Mazzenga *Clotilde* fu Antonio, moglie di Colella Filippo, dom. in Città S. Angelo (Teramo); vincolata per dote.	Mazzenga *Maria-Clotilde* fu Antonio ecc., come contro.
Buoni del Tesoro	312 Serie I	10500 —	Del Signore Leonetta fu *Leone-Secondo* minore sotto la patria potestà della madre Ferrini Anita di Alessandro ved Del Signore	Del Signore Leonetta fu *Secondo* minore ecc., come contro.
P. R. 3,50 % (1934)	077275 080398	220, 50 217 —	Ventafridda *Antonietta* fu Giovanni moglie di Fano Onofrio, dom. a Bitonto (Bari).	Ventafridda *Maria-Antonia* fu Giovanni moglie di Fano Onofrio, dom a Bitonto (Bari).
Id.	180933	262, 50	Baboni Ala fu Guido, minore sotto la patria potestà della madre Bernini *Lina* di Francesco, dom. a Marcaria (Mantova).	Baboni Ala fu Guido, minore sotto la patria potestà della madre Bernini *Giaele* di Francesco, dom. a Marcaria (Mantova).
Cons. 3,50 % (1906)	647962	59, 50	Ojetti Norberto di Pasquale, dom. a Roma; usufrutto a Bianchi *Benedetta* fu Serafino vedova Conti Luigi, dom. a Napoli.	Come contro e con usufrutto a Bianchi *Maria-Anna-Benedetta* fu Serafino ved. Conti Luigi, dom. a Napoli.

A termini dell'art. 167 del regolamento generale del Debito pubblico approvato con R. decreto 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, le intestazioni suddette saranno come sopra rettificate.

Roma, addì 4 gennaio 1940-XVIII

Il direttore generale: POTENZA

(105)

MINISTERO DELLE CORPORAZIONI

UFFICIO DELLA PROPRIETÀ INTELLETTUALE

Elenco n. 3 dei trasferimenti di brevetti d'invenzione trascritti nel 1939

Trascrizione n. 16863 del 6 giugno 1939.

Trasferimento totale da United States Rubber Products Inc. a New York (S.U.A.), a United States Rubber Company a New York (S.U.A.), del brevetto n. 342174, decorrente dal 20 maggio 1936, dal titolo:

« Filo elastico e metodo per fabbricarlo ».

(Per cessione come da atto del 21 dicembre 1938, registrato a Roma, il 29 maggio 1939, n. 50031, vol. 565, atti privati).

Trascrizione n. 16864 del 6 giugno 1939.

Trasferimento totale da United States Rubber Products Inc. a New York (S.U.A.), a United States Rubber Company a New York (S.U.A.) del brevetto n. 347482, decorrente dal 1° dicembre 1936, dal titolo:

« Perfezionamenti negli oggetti di gomma e metodi per fabbricarli ».

(Per cessione come da atto del 21 dicembre 1938, registrato a Roma, il 29 maggio 1939, n. 50031, vol. 565, atti privati).

Trascrizione n. 16865 del 6 giugno 1939.

Trasferimento totale da United States Rubber Products Inc. a New York (S.U.A.), a United States Rubber Company a New York (S.U.A.) del brevetto n. 361292, decorrente dal 23 aprile 1938, dal titolo:

« Perfezionamenti ai materiali per guarnizioni ».

(Per cessione come da atto del 21 dicembre 1938, registrato a Roma, il 29 maggio 1939, n. 50031, vol. 565, atti privati).

Trascrizione n. 16866 del 6 giugno 1939.

Trasferimento totale da United States Rubber Products Inc. a New York (S.U.A.), a United States Rubber Company a New York (S.U.A.) del brevetto n. 343178, decorrente dal 25 giugno 1936, dal titolo:

« Perfezionamenti nei filati e nei tessuti elastici ».

(Per cessione come da atto del 21 dicembre 1938, registrato a Roma, il 29 maggio 1939, n. 50031, vol. 565, atti privati).

Trascrizione n. 16867 del 6 giugno 1939.

Trasferimento totale da United States Rubber Products Inc. a New York (S.U.A.), a United States Rubber Company a New York (S.U.A.) del brevetto n. 364837, decorrente dal 5 agosto 1938, dal titolo:

« Perfezionamenti agli apparecchi per cucire copertoni di pneumatici ».

(Per cessione come da atto del 21 dicembre 1938, registrato a Roma, il 29 maggio 1939, n. 50031, vol. 565, atti privati).

Trascrizione n. 16868 del 6 giugno 1939.

Trasferimento totale da United States Rubber Products Inc. a New York (S.U.A.), a United States Rubber Company a New York (S.U.A.) del brevetto n. 367700, decorrente dal 10 novembre 1938, dal titolo:

« Perfezionamenti nella fabbricazione di oggetti microporosi di materiali plastici ».

(Per cessione come da atto del 21 dicembre 1938, registrato a Roma, il 29 maggio 1939, n. 50031, vol. 565, atti privati).

Trascrizione n. 16869 del 14 marzo 1939.

Trasferimento totale da Francis Carleton Shurtle, Jr. a Philadelphia, Pa. (S.U.A.), a Sylvania Industrial Corporation a Fredericksburg (Virginia), del brevetto d'invenzione n. 364516, decorrente dal 22 luglio 1938, dal titolo:

« Tessuto e procedimento per la fabbricazione del medesimo ».
(Per cessione come da atto del 30 giugno 1939, registrato a Roma il 24 luglio 1939, n. 3414, vol. 569, atti privati).

Trascrizione n. 16870 del 25 aprile 1939.
Trasferimento totale da Medizinische Darmbad-Apparate G.m. b.H., a Pforzheim (Germania), a Hassinger Heinrich a Birkenfeld Pforzheim (Germania) del brevetto n. 368094, decorrente dal 31 gennaio 1938, dal titolo:
« Dispositivo di conduttura per apparecchi di lavaggio dell'intestino ».
(Per trasformazione di società come da certificato dell'11 ottobre 1938, registrato a Roma, il 24 marzo 1939, n. 17142, vol. 460, atti privati).

Trascrizione n. 16871 del 25 aprile 1939.
Trasferimento totale da Hassinger Heinrich a Birkenfeld, Pforzheim (Germania), a Gesellschaft Fuer Elektro-Therapie m.b.H. a Stuttgart-Untertürkheim (Germania) del brevetto n. 368094, decorrente dal 31 gennaio 1938, dal titolo:
« Dispositivo di conduttura per apparecchi di lavaggio dell'intestino ».
(Per cessione come da atto del 7 marzo 1939, registrato a Roma il 24 marzo 1939, n. 41317, vol. 561, atti privati).

Trascrizione n. 16872 del 25 aprile 1939.
Trasferimento totale da Studio ing. Barzanò & Zanardo a Roma, a Junkers-Flugzeug-und Motorenwerke A. G. a Dessau (Germania) del brevetto n. 370241, decorrente dal 20 gennaio 1939, dal titolo:
« Mezzo per impedire e spegnere incendi dei metalli leggeri ».
(Per cessione come da atto del 12 aprile 1939, registrato a Roma il 14 aprile 1939, n. 44236, vol. 562, atti privati).

Trascrizione n. 16873 del 25 aprile 1939.
Trasferimento totale da Studio ing. Barzanò & Zanardo a Roma, a Monroe Calculating Machine Company a Orange, New Jersey (S.U.A.) del brevetto n. 369783, decorrente dal 21 gennaio 1939, dal titolo:
« Perfezionamento nelle macchine calcolatrici ».
(Per cessione come da atto del 12 aprile 1939, registrato a Roma il 14 aprile 1939, n. 44235, vol. 562, atti privati).

Trascrizione n. 16874 del 26 aprile 1939.
Trasferimento totale da The Fiberloid Corporation a Indian Orchard, Mass. (S.U.A.), a Monsanto Chemical Company a St. Louis, Missouri (S.U.A.) del brevetto n. 288475 decorrente dal 1° aprile 1930, dal titolo:
« Metodo di produzione di fogli di pirossilina ».
(Per cessione come da atti del 21 novembre 1938 e 5 dicembre 1938, registrato a Roma il 30 marzo 1939, n. 42449, vol. 561, atti privati).

Trascrizione n. 16875 del 26 aprile 1939.
Trasferimento totale da The Fiberloid Corporation a Indian Orchard, Mass. (S.U.A.), a Monsanto Chemical Company a St. Louis, Missouri (S.U.A.) del brevetto n. 288741, decorrente dal 9 aprile 1930, dal titolo:
« Processo perfezionato per la produzione di pirossilina in lamine ».
(Per cessione come da atti 21 novembre 1938 e 5 dicembre 1938, registrato a Roma il 30 marzo 1939, n. 42449, vol. 561, atti privati).

Trascrizione n. 16876 del 26 aprile 1939.
Trasferimento totale da The Fiberloid Corporation a Indian Orchard, Mass. (S.U.A.), a Monsanto Chemical Company a St. Louis, Missouri (S.U.A.) del brevetto n. 315231, decorrente dal 15 gennaio 1932, dal titolo:
« Macchina per ottenere da masse plastiche delle pellicole liscie di spessore uniforme senza le minime ondulazioni ».
(Per cessione come da atti 21 novembre 1938 e 5 dicembre 1938, registrato a Roma il 30 marzo 1939, n. 42449, vol. 561, atti privati).

Trascrizione n. 16877 del 28 aprile 1939.
Trasferimento totale dalla « S.I.G.M.A. » Stabilimento Industria Gomma e Macchinario Affine, a Roma, a Terzago Umberto, Roma, del brevetto n. 324943, decorrente dall'8 novembre 1934, dal titolo:
« Calzatura di gomma stampata costituita da una suola con appendici per cinturini e fermagli o simili ».
(Per cessione come da atto del 20 aprile 1939, registrato a Roma il 24 aprile 1939, n. 45304, vol. 563, atti privati).

Trascrizione n. 16878 del 28 aprile 1939.
Trasferimento totale da Behringer Hans ad Amsterdam (Olanda), a N. V. Comprimo, Maatschappij Voor Koeltechnick en Chemische Technick ad Amsterdam (Olanda) del brevetto n. 344303 decorrente dal 9 luglio 1936, dal titolo:
« Dispositivo per distribuire su grandi superfici uno o più mezzi fluenti a scopo di scambio termico e/o scambio di sostanze ».
(Per cessione come da atto del 25 febbraio 1939, registrato a Roma l'8 aprile 1939, n. 44746, vol. 562, atti privati).

Trascrizione n. 16879 del 15 aprile 1939.
Trasferimento totale da Vereinigung der Deutschen Sensenwerke e V., a Hermann Schiller e Gustav Wegerer del brevetto n. 365104, decorrente dal 10 agosto 1938, dal titolo:
« Processo per la produzione di falci ».
(Per cessione come da atto del 26 agosto 1938, registrato a Genova il 5 aprile 1939, n. 19844, vol. 711, atti privati).

Trascrizione n. 16880 del 20 aprile 1939.
Trasferimento totale da Semperit Oesterreichisch - Amerikanische Gummiwerke A. G. a Vienna (Austria), a Dunlop Plantations Ltd. a Osnaburgh Street, Londra, del brevetto n. 348867, decorrente dal 18 febbraio 1937, dal titolo:
« Processo per depurare e concentrare salamoie ».
(Per cessione come da atto del 6 febbraio 1939, registrato a Roma l'8 aprile 1939, n. 43600, vol. 562, atti privati).

Trascrizione n. 16881 del 24 aprile 1939.
Trasferimento totale dalla Società Rhodiaseta Italiana, a Milano, a E. I. Du Pont de Nemours & Co. a Wilmington, Delaware (S.U.A.), del brevetto n. 369077, decorrente dal 28 dicembre 1938, dal titolo:
« Politioamidi e processo per prepararle ».
(Per cessione come da atto del 15 febbraio 1939, registrato a Milano il 16 febbraio 1939, n. 1544, vol. 3820, atti privati).

Trascrizione n. 16882 del 2 maggio 1939.
Trasferimento totale da Lederer Anton a Vienna, a Lederer Karoline e Lederer Ernst Anton a Vienna, del brevetto n. 290774, decorrente dal 20 giugno 1931, dal titolo:
« Valvola di scarico ».
(Per successione come da atto del 14 luglio 1933, registrato a Roma, il 22 maggio 1937, n. 22408, vol. 4110, atti privati).

Trascrizione n. 16883 del 2 maggio 1939.
Trasferimento totale da Lederer Anton a Vienna, a Lederer Karoline e Lederer Ernst Anton a Vienna, del brevetto n. 290817, decorrente dal 25 giugno 1930, dal titolo:
« Lampada elettrica ».
(Per successione come da atto del 14 luglio 1933, registrato a Roma, il 22 maggio 1937, n. 22408, vol. 4110, atti privati).

Trascrizione n. 16884 del 4 maggio 1939.
Trasferimento totale dalla Société D'Etudes pour l'Aviation (S. E.P.A.) a Montrouge, Seine (Francia), a Ratié Paulin Jean Pierre detto Ratier a Montrouge (Francia), del brevetto n. 323093, decorrente dal 20 agosto 1934, dal titolo:
« Elica aerea a passo variabile automaticamente in volo e più specialmente a due posizioni principali ».
(Per cessione come da atto del 6 aprile 1939, registrato a Roma il 2 maggio 1939, n. 465763, vol. 563, atti privati).

Trascrizione n. 16885 del 3 maggio 1939.
Trasferimento totale dalla Società Anonima Wastfalische Drahtindustrie e Kintschel Paul, a Hamm i. Westf. (Germania), alla Società Anonima Westfalische Drahtindustrie, a Hamm i. Westf. (Germania), del brevetto n. 257434, decorrente dal 25 gennaio 1927, dal titolo:
« Fune metallica chiusa con fili soggetti a torsione preventiva ».
(Per cessione come da atto del 14 dicembre 1934, registrato a Roma il 27 aprile 1938, n. 45970, vol. 563, atti privati).

Trascrizione n. 16886 del 4 maggio 1939.
Trasferimento totale dalla Société D'Etudes pour l'Aviation (S. E.P.A.) a Montrouge, Seine (Francia), a Ratié Paulin Jean Pierre detto Ratier a Montrouge, Seine (Francia), del brevetto n. 337283, decorrente dal 29 ottobre 1935, dal titolo:
« Elica a passo automaticamente variabile durante il volo ».
(Per cessione come da atto del 6 aprile 1939, registrato a Roma il 2 maggio 1939, n. 46576, vol. 563, atti privati).

Trascrizione n. 16887 del 4 maggio 1939.
Trasferimento totale dalla Société D'Etudes pour l'Aviation (S. E.P.A.) a Montrouge, Seine (Francia), a Ratié Paulin Jean Pierre detto Ratier a Montrouge, Seine (Francia), del brevetto n. 330838, decorrente dal 10 febbraio 1938, dal titolo:
« Elica a passo automaticamente variabile ».
(Per cessione come da atto del 6 aprile 1939, registrato a Roma il 2 maggio 1939, n. 46576, vol. 563, atti privati).

Trascrizione n. 16888 del 24 aprile 1939.
Trasferimento totale da Lohmann A.G. a Fahr sul Reno (Germania), a Lohmann Kommanditgesellschaft a Fahr sul Reno (Ger-

mania), del brevetto n. 343385 e completivo n. 79032, decorrente dal 27 giugno 1936, dal titolo:

« Processo di fabbricazione di fascie per ingessature ».

(Per trasformazione di Società come da certificato del 20 luglio 1937, registrato a Torino, il 24 aprile 1939, n. 56614, vol. 567, atti privati).

Trascrizione n. 16889 del 2 maggio 1939.

Trasferimento totale da Sonnino Carlo e Sassetti Antonio a Milano, alla Società Anonima Chiusure Automatiche Minuterie (S.A. C.A.M.) a Bollate (Milano), del brevetto n. 360928, decorrente dal 2 aprile 1938, dal titolo:

« Processo di ossidazione anodica e di coloritura di cerniere dette lampo o anche a strappo in alluminio o sue leghe già montate su tessuto o nastro ».

(Per cessione come da atto del 23 febbraio 1939, registrato a Busto Arsizio il 1° marzo 1939, n. 1125, vol. 93, atti privati).

Trascrizione n. 16890 del 2 maggio 1939.

Trasferimento totale da Salzer Elsa a Budapest (Ungheria), a Bono Giuseppe, a Milano, del brevetto n. 317487, decorrente dal 12 dicembre 1933, dal titolo:

« Macchina per la fabbricazione di tubi di carta a spirale ».

(Per cessione come da atto del 6 marzo 1939, registrato a Milano il 22 aprile 1939, n. 86819, vol. 3844, atti privati).

Trascrizione n. 16891 del 2 maggio 1939.

Trasferimento totale da Safinkoff Vassilio a Castelnuovo Scrivia (Alessandria), a Maggi Giovanni Alfredo a Castelnuovo Scrivia (Alessandria), del brevetto n. 360035, decorrente dal 16 marzo 1938, dal titolo:

« Sistema di fabbricazione di calzature con suola di pelle, pelle scamosciata o stoffa mediante contemporanea cucitura della suola e del sottopiede con la tomaia ».

(Per cessione come da atto del 21 febbraio 1939, registrato a Tortona il 1° marzo 1939, n. 793, vol. 76, atti privati).

Trascrizione n. 16892 del 20 aprile 1939.

Trasferimento totale da Semperit Oesterreichisch-Amerikanische Gummiwerke A. G. a Vienna, a Dunlop Plantations Ltd a Osnaburgh Street, Londra (Gran Bretagna), del brevetto n. 347796, decorrente dal 7 gennaio 1937, dal titolo:

« Processo per depurare e concentrare dispersioni di caucciù e simili ».

(Per cessione come da atto del 6 febbraio 1939, registrato a Roma l'8 aprile 1939, n. 43600, vol. 562, atti privati).

Trascrizione n. 16893 del 3 luglio 1939.

Trasferimento totale dalla Ditta G. Amerio, a Torino, alla Ditta Fratelli Casoletti Succ., a Torino, del brevetto n. 360424, decorrente dal 12 marzo 1938, dal titolo:

« Perfezionamenti nei segnalatori elettrici di direzione a braccio per autoveicoli ».

(Per cessione come da atto del 21 giugno 1939, registrato a Torino il 22 giugno 1939, n. 60953, vol. 570, atti privati).

Trascrizione n. 16894 dell'11 luglio 1939.

Trasferimento totale da Sanesi Sadoc, Biagioli Arnolfo e Bessi Pietro, a Prato (Firenze), a Calamai Antonio Camillo, a Montemurlo (Firenze), del brevetto n. 332123, decorrente dal 23 novembre 1935, dal titolo:

« Dispositivo pel taglio delle fettuccie di velo di lana, surrogati o simili usate per la formazione dei filati ».

(Per cessione come da atto del 13 aprile 1939, registrato a Prato il 14 aprile 1939, n. 1026, vol. 125, atti privati).

Trascrizione n. 16895 del 13 dicembre 1938.

Trasferimento totale dalla International Patents Development Company a Delaware (S.U.A.), a Corn Products Refining Company, a New Yersey (S.U.A.), del brevetto n. 367367, decorrente dal 28 luglio 1937, dal titolo:

« Perfezionamenti nel procedimento per l'estrazione dell'amido e sottoprodotti di granoturco ».

(Per cessione come da atto, registrato a Roma il 13 ottobre 1938, n. 15373, atti privati).

Trascrizione n. 16896 del 15 dicembre 1938.

Trasferimento totale dalla International Patents Development Company, a Delaware (S.U.A.), a Corn Products Refining Company, a New Yersey (S.U.A.), del brevetto n. 363956, decorrente dal 16 giugno 1938, dal titolo:

« Processo e metodo per produrre granelli di amido privi di polvere ».

(Per cessione come da atto, registrato a Roma il 13 ottobre 1938, n. 15373, atti privati).

Trascrizione n. 16897 del 16 maggio 1939.

Trasferimento totale dalla Stromberg Electric Company, a Chicago (Illinois) S.U.A., alla General Time Instruments Corporation a New York (S.U.A.), del brevetto n. 346063, decorrente dal 19 settembre 1936, dal titolo:

« Perfezionamento nei dispositivi registratori particolarmente negli orologi registratori ».

(Per cessione come da atto del 3 marzo 1939, registrato a Roma il 25 aprile 1939, n. 45539, vol. 563, atti privati).

Trascrizione n. 16898 del 16 maggio 1939.

Trasferimento totale da Nippon Suisan Kagaku Kabushiki Kaisha a Kawasakischi (Giappone), a Nippon Yushi Kabushiki Kaisha, a Tokio (Giappone), del brevetto n. 357310, decorrente dal 25 settembre 1937, dal titolo:

« Procedimento di fabbricazione di fibre artificiali dalle alghe ».

(Per cessione come da atto del 31 gennaio 1939, registrato a Roma il 25 aprile 1939, n. 45338, vol. 563, atti privati).

Trascrizione n. 16899 del 16 maggio 1939.

Trasferimento totale da Nihon Kaisan Kogyo Kabushiki Kaisha, a Osaka (Giappone), a Nippon Suisan Kagaku Kabushiki Kaisha, a Kawasakishi (Giappone), del brevetto n. 357310, decorrente dal 25 settembre 1937, dal titolo:

« Procedimento di fabbricazione di fibre artificiali dalle alghe ».

(Per cambiamento della denominazione sociale come da certificato del 6 marzo 1939, registrato a Roma il 25 aprile 1939, n. 19474, vol. 461, atti privati).

Trascrizione n. 16900 del 16 maggio 1939.

Trasferimento totale dalla Great Western Electrochemical Company, a San Francisco, California (S.U.A.), alla The Dow Chemical Company, a Midland, Michigan (S.U.A.), del brevetto n. 363339, decorrente dal 13 giugno 1938, dal titolo:

« Processo per la riduzione dei composti del cromo ».

(Per cessione come da atto del 31 dicembre 1938, registrato a Roma, il 15 marzo 1939, n. 39923, vol. 560, atti privati).

Trascrizione n. 16901 del 16 maggio 1939.

Trasferimento totale dalla Great Western Electrochemical Company, a San Francisco, California (S.U.A.), alla The Dow Chemical Company, a Midland, Michigan (S.U.A.) del brevetto n. 363688, decorrente dal 13 giugno 1938, dal titolo:

« Processo per il trattamento dei minerali di cromo ».

(Per cessione come da atto del 31 dicembre 1938, registrato a Roma, il 15 marzo 1939, n. 39923, vol. 560, atti privati).

Trascrizione n. 16902 del 23 maggio 1939.

Trasferimento totale da Mainzer Sigmund, a Norimberga (Germania), alla Ditta J. S. Schatt, a Norimberga (Germania), del brevetto n. 353083 decorrente dal 24 giugno 1937, dal titolo:

« Imboccatura da lancia per getto pieno ed innaffiatura ».

(Per cessione come da atto del 26 gennaio 1939, registrato a Roma il 19 maggio 1939, n. 48799, vol. 564, atti privati).

Trascrizione n. 16903 del 17 maggio 1939.

Trasferimento totale dalla Materiali Impianti Elettrici Società Anonima, a Milano, alla Società Anonima Galacromos, a Milano, del brevetto n. 329361, decorrente dal 4 gennaio 1933, dal titolo:

« Procedimento di fabbricazione di oggetti in serie dalla caseina o da prodotti affini ».

(Per trasformazione di società come da certificato del 14 dicembre 1938).

Trascrizione n. 16904 del 22 maggio 1939.

Trasferimento totale da Migliavacca Aldo, a Torino, a Galletto Lorenzo, a Torino, del brevetto n. 360192, decorrente dal 14 giugno 1938, dal titolo:

« Nuovo sistema di bacchetta d'apporto per saldatura contenente il disossidante ed altre eventuali sostanze aggiunte ».

(Per cessione come da atto del 6 marzo 1939, registrato a Chivasso il 16 marzo 1939, n. 777, vol. 60, atti privati).

Trascrizione n. 16905 del 22 maggio 1939.

Trasferimento totale da Ettore Garrè, a Genova-Cornigliano, alla Ditta G. Pluda & C., Società in accomandita semplice, a Milano, del brevetto n. 364709 decorrente dal 17 agosto 1938, dal titolo:

« Ago per la ripresa delle maglie dei tessuti a maglia ».

(Per cessione come da atto dell'8 maggio 1939, registrato a Milano il 13 marzo 1939, n. 1726, vol. 3820, atti privati).

Trascrizione n. 16906 del 22 maggio 1939.

Trasferimento totale da Ettore Garrè, a Genova-Cornigliano, alla Ditta G. Pluda & C. Società in accomandita semplice, a Milano, del brevetto n. 366810, decorrente dal 6 ottobre 1938, dal titolo:

« Perfezionamenti nei sistemi di azionamento pneumatico dei dispositivi porta-ago per la ripresa delle maglie ».
(Per cessione come da atto dell'8 maggio 1939, registrato a Milano il 13 marzo 1939, n. 1726, vol. 3820, atti privati).

Trascrizione n. 16907 del 31 maggio 1939.
Trasferimento totale da Ferdinand Schuchhardt Berliner Fernsprech-und Telegraphenwerke A. G., a Berlino, a C. Lorenz Aktiengesellschaft, a Berlin-Tempelhof, del brevetto n. 310835, decorrente dal 2 febbraio 1932, dal titolo:
« Dispositivo ad attrito per trascinare con moto uniforme il filo o nastro d'acciaio delle macchine di registrazione e riproduzione magnetica del suono ».
(Per cessione come da atto del 28 marzo 1939, registrato a Roma il 12 maggio 1939, n. 47820, vol. 654, atti privati).

Trascrizione n. 16908 del 2 giugno 1939.
Trasferimento totale da Dorogi Istvan Dorogi Lajos, Dorogi & Co. Manufacturing de Caoutchouc S. A., a Budapest (Ungheria), a Ungarische Gummiwaarenfabriks A. G., a Budapest (Ungheria), del brevetto n. 240037, decorrente dal 30 maggio 1925, dal titolo:
« Sistema di fabbricazione di pezzi sagomati gonfiabili, per esempio giocattoli, fatti con fogli pieni di gomma, senza l'impiego di stampi ».
(Per cessione come da atto del 25 febbraio 1934, registrato a Roma il 31 marzo 1934, n. 33089, vol. 451, atti privati).

Trascrizione n. 16909 del 2 giugno 1939.
Trasferimento totale da Dorogi Istvan, Dorogi Lajos e Dr. Dorogi & Co. Gummifabrik A. G., a Budapest (Ungheria), a Ungarische Gummiwaarenfabrik Actiengesellschaft, a Budapest (Ungheria), del brevetto n. 255571, decorrente dal 6 dicembre 1926, dal titolo:
« Palla di gomma e sistema per la sua fabbricazione »
(Per cessione come da atto, registrato a Roma il 31 marzo 1939, n. 33089, vol. 461, atti privati).

Trascrizione n. 16910 del 5 maggio 1939.
Trasferimento totale da Cimma Carlo, a Chivasso, alla Ditta C. Ravizza & C., a Milano, del brevetto n. 321806, decorrente dal 19 maggio 1934 dal titolo:
« Macchina lanciapiattello per il tiro al piattello ».
(Per cessione come da atto del 24 febbraio 1939, registrato a Torino, il 25 febbraio 1939, n. 44851, vol. 566, atti privati).

Trascrizione n. 16911 del 19 maggio 1939.
Trasferimento totale dalla Società Macbeth-Evans Glass Company, a Charleroi, Pennsilvania (S.U.A.), alla Società Corning Glass Works, a Corning, New York (S.U.A.), del brevetto n. 293606, decorrente dal 17 settembre 1930, dal titolo:
« Perfezionamenti riguardanti la fabbricazione di articoli di vetro ».
(Per cessione come da atto del 25 gennaio 1939 registrato a Torino, il 2 maggio 1939, n. 53881, vol. 568, atti privati).

Trascrizione n. 16912 del 22 maggio 1939.
Trasferimento totale da Quartz James, a Boston Mass. (S.U.A.), alla Società F. S. Webster Company, a Newton, Mass. (S.U.A.) del brevetto n. 365871, decorrente dal 16 febbraio 1934, dal titolo:
« Carta carbone micrometrica ».
(Per cessione come da atto del 24 marzo 1939, registrato a Torino il 13 maggio 1939, n. 55128, vol. 568, atti privati).

Trascrizione n. 16913 del 3 giugno 1939.
Trasferimento totale da R. Graf & Co. A. G., a Norimberga (Germania), a R. Graf & Co. Süddeutsche Catgutfabrik, a Norimberga (Germania), del brevetto n. 320941, decorrente dal 29 luglio 1933, dal titolo:
« Processo per la sterilizzazione di materiale chirurgico per suture, come pure per la sterilizzazione di liquidi adibiti per il trattamento e la conservazione di materiale chirurgico di suturo e per altri scopi di disinfezione ».
(Per trasformazione di società come da atto del 17 settembre 1938, registrato a Roma, il 30 maggio 1939, n. 21853, vol. 462, atti privati).

Trascrizione n. 16914 del 6 giugno 1939.
Trasferimento totale da Rotaprint G.m.b.H., a Berlin (Germania), a Rotaprint A. G., a Berlin (Germania), del brevetto n. 266616, decorrente dal 5 aprile 1928, dal titolo:
« Congegno inchiostratore per macchine da stampa a doppio trasporto per uffici ».
(Per cambiamento della ragione sociale, come da atto del 6 marzo 1939, registrato a Roma, il 2 giugno 1939, n. 22166, vol. 462, atti privati).

Trascrizione n. 16915 del 6 giugno 1939.
Trasferimento totale da Rotaprint G.m.b.H., a Berlin (Germania), a Rotaprint A G., a Berlin (Germania), del brevetto n. 266650, decorrente dal 5 aprile 1928, dal titolo:

« Congegno di guida della carta per macchine moltiplicatrici a doppio trasporto per uffici, munite di dispositivi di introduzione della carta ».
(Per cambiamento della ragione sociale come da atto del 6 marzo 1939, registrato a Roma il 2 giugno 1939, n. 22166, vol. 462, atti privati).

Trascrizione n. 16916 del 6 giugno 1939.
Trasferimento totale da Rotaprint G.m.b.H., a Berlin (Germania), a Rotaprint A. G. a Berlin (Germania), del brevetto n. 266651, decorrente dal 5 aprile 1928, dal titolo:
« Macchina da stampa a doppio trasporto per uffici ».
(Per cambiamento della ragione sociale come da atto del 6 marzo 1939, registrato a Roma il 2 giugno 1939, n. 22166, vol. 462, atti privati).

Trascrizione n. 16917 del 30 maggio 1939.
Trasferimento totale da Rhein Ruhr Maschinenvertrieb Jacobovicis & Nassau, a Essen (Germania), a Rhein Ruhr Maschinenvertrieb Fritz Nassau, a Essen, del brevetto n. 268023, decorrente dal 23 febbraio 1923, dal titolo:
« Ugello per macchine a getto di sabbia ».
(Per fusione come da atto del 31 luglio 1937, registrato a Roma il 20 maggio 1939, n. 21273, vol. 462, atti privati).

Trascrizione n. 16918 del 21 giugno 1939.
Trasferimento totale da C. Lorenz A. G., a Berlin-Tempelhof (Germania), a Erich F. Huth G.m.b.H., a Berlino (Germania), del brevetto n. 354210 decorrente dal 7 agosto 1937, dal titolo:
« Recipiente di scarica elettronica ».
(Per cessione come da atto del 3 marzo 1939, registrato a Roma il 25 maggio 1939, n. 49530, vol. 565, atti privati).

Trascrizione n. 16919 del 21 giugno 1939.
Trasferimento totale da C. Lorenz A. G., a Berlin-Tempelhof (Germania), a Enrich F. Huth G.m.b.H., a Berlino (Germania), del brevetto n. 354126, decorrente dal 18 agosto 1937, dal titolo:
« Procedimento di fabbricazione di tubi di scarica elettrica con recipiente metallico ».
(Per cessione come da atto del 3 marzo 1939, registrato a Roma il 25 maggio 1939, n. 49530, vol. 565, atti privati).

Trascrizione n. 16920 del 6 luglio 1939.
Trasferimento totale dalla Società Anonima Ing. V. Tedeschi & C., a Torino, alla Società Anonima Industria Nazionale Cavi Elettrici, a Torino, del brevetto n. 352368, decorrente dal 5 giugno 1937, dal titolo:
« Morsetto conico a pressione per collegamenti di cavi elettrici ».
(Per cambiamento della ragione sociale del 18 marzo 1939).

Trascrizione n. 16921 del 6 luglio 1939.
Trasferimento totale dalla Società Anonima Ing. V. Tedeschi & C., a Torino, alla Società Anonima Industria Nazionale Cavi Elettrici, a Torino, del brevetto n. 356795, decorrente dal 24 novembre 1937, dal titolo:
« Perfezionamenti ai conduttori isolati comprendenti strati di gomma e strati di tessili imbevuti al minio ».
(Per cambiamento della ragione sociale del 18 marzo 1939).

Trascrizione n. 16922 del 22 luglio 1939.
Trasferimento totale da Wolfe George Henry, a Brooklyn, a Doroty R. Mackenzie, a Brooklyn; N. Y. (S.U.A.), del brevetto n. 372253, decorrente dal 27 marzo 1939, dal titolo:
« Mescolatore integrale centrifugo per fluidi gassosi e liquidi, a dosatura e regolazione istantanea ».
(Per cessione come da atto del 31 marzo 1939, registrato a Roma il 3 aprile 1939, n. 42773, vol. 561, atti privati).

Trascrizione n. 16923 del 19 luglio 1939.
Trasferimento totale da Merckens Otto, a Luren, a Heimbach G.M.B H. & Co., a Duren, del brevetto n. 337981, decorrente dal 19 dicembre 1935, dal titolo:
« Processo per asciugare cellulosa, pasta di legno, cartoni, carte permeabili all'aria e prodotti simili ».
(Per cessione come da atto del 30 novembre 1938, registrato a Roma l'8 luglio 1939, n. 1266, vol. 568, atti privati).

Trascrizione n. 16924 del 19 luglio 1939.
Trasferimento totale da Simonato Giovanni, a Treviso, a De Blasio Mario, a Milano, del brevetto n. 318021, decorrente dall'11 gennaio 1934, dal titolo:
« Telaio per tessitura azionabile a mano con comando unico specialmente destinato ad uso domestico ».
(Per cessione come da atto dell'8 luglio 1939, registrato a Treviso il 10 luglio 1939, n. 117, vol. 140, atti privati).

Trascrizione n. 16925 del 20 luglio 1939.
Trasferimento totale dalla Ditta Martin Eichelgrün & Co., a Frankfurt a. M. (Germania), alla Ditta Bischoff K. G., a Frankfurt

a. M. (Germania), del brevetto n. 297887, decorrente dal 7 maggio 1931, dal titolo:

« Perfezionamenti agli scambi di binari a sovrapposizione ».

(Per cessione come da atto del 15 giugno 1939, registrato a Milano il 13 luglio 1939, n. 3500, vol. 3864, atti privati).

Trascrizione n. 16926 del 12 maggio 1939.

Trasferimento totale da Dall'Anese Silvio, a Milano, alla Ditta Accumulatori Dott. Scaini S. A., a Milano, del brevetto n. 371116, decorrente dal 16 novembre 1938, dal titolo:

« Procedimento per mantenere inalterate le coppie elettrochimiche negli accumulatori da immagazzinare inattivi ».

(Per cessione come da atto del 1° maggio 1939, registrato a Milano il 3 maggio 1939, n. 2203, vol. 8820, atti privati).

Trascrizione n. 16927 del 30 maggio 1939.

Trasferimento totale da Rhein Ruhr Maschinenvertrieb Ing. Fritz Nassau, ad Essen, a Rhein Ruhr Maschinenvertrieb Vossiek & Schultz, ad Essen, del brevetto n. 268023, decorrente dal 23 febbraio 1928, dal titolo:

« Ugello per macchine a getto di sabbia ».

(Per fusione come da certificato del 17 febbraio 1939, registrato a Roma il 20 maggio 1939, n. 21275, vol. 462, atti privati).

Trascrizione n. 16928 del 31 maggio 1939.

Trasferimento totale da Krause Erich, a Berlino, a Hoesch Aktiengesellschaft, a Dortmund (Germania), del brevetto n. 352516, decorrente dal 1° luglio 1937, dal titolo:

« Chiusura a strappo a tenuta di polvere, gas ed acqua per scarpe ed altri oggetti ».

(Per cessione come da atto dell'11 aprile 1939, registrato a Milano il 4 maggio 1939, n. 90573, vol. 3848, atti privati).

Trascrizione n. 16929 del 31 maggio 1939.

Trasferimento totale da Herzberger Alfred, a Mannheim (Germania), a Hoppe Wilhelm, a Bünde/Westfalen (Germania), del brevetto n. 312216, decorrente dal 30 gennaio 1933, dal titolo:

« Procedimento per il trattamento del tabacco per migliorarne le capacità di ardere, senza fiamma e l'incenerimento ».

(Per cessione come da atto del 18 gennaio 1939, registrato a Milano il 15 maggio 1939, n. 93061, vol. 3850, atti privati).

Trascrizione n. 16930 del 5 giugno 1939.

Trasferimento totale da Capelli Giuseppe, a Milano, a Vendittelli Augusto, a Milano, del brevetto n. 363532, decorrente dal 9 giugno 1938, dal titolo:

« Porta chiavi apribile con spostamento angolare ».

(Per cessione come da atto del 30 maggio 1939, registrato a Milano il 31 maggio 1939, n. 2419, vol. 3820, atti privati).

Trascrizione n. 16931 del 31 maggio 1939.

Trasferimento della licenza d'uso esclusiva da Ghelfi Salvatore, a Rimini, alla Società Anonima Invicta, a Torino, del brevetto n. 369300, decorrente dal 24 dicembre 1938, dal titolo:

« Miscelatore automatico per gas metano ed altri gas carburanti per l'alimentazione dei motori a scoppio ».

(Per concessione di licenza come da atto del 5 maggio 1939, registrato a Torino l'11 maggio 1939, n. 55064, vol. 568, atti privati).

Trascrizione n. 16932 del 31 maggio 1939.

Trasferimento della licenza d'uso esclusiva da Ghelfi Salvatore, a Rimini, alla Società Anonima Invicta, a Torino, del brevetto n. 371299, decorrente dal 16 gennaio 1939, dal titolo:

« Riduttore automatico di bassa pressione per gas compressi carburanti per l'alimentazione di motori a scoppio ».

(Per concessione di licenza come da atto del 5 maggio 1939, registrato a Torino l'11 maggio 1939, n. 55064, vol. 568, atti privati).

Trascrizione n. 16933 del 2 giugno 1939.

Trasferimento totale da Ravetto Cesare e Ravetto Francesco, ad Alice Castello (Vercelli), a Ravetto Maurizio, Ravetto Cesare e Ravetto Francesco, ad Alice Castello (Vercelli), del brevetto n. 359402, decorrente dal 15 febbraio 1938, dal titolo:

« Cambio semiautomatico a settori espansibili per velocipedi in genere ».

(Per cessione come da atto del 30 aprile 1939, registrato a Santhià il 5 maggio 1939, n. 1279, vol. 53, atti privati).

Trascrizione n. 16934 del 3 giugno 1939.

Trasferimento totale da Schleifer Carlo, a Novara, alla Società Anonima « Officina Meccanica St. Andrea - Novara », a Novara, del brevetto n. 334943 e del completivo n. 342097, decorrente dal 1° giugno 1935, dal titolo:

« Fuso a noce espansibile per macchine a filare, ritorcere, incannare e simili ».

(Per cessione come da atto dell'8 aprile 1939, registrato a Novara l'11 aprile 1939, n. 5674, vol. 187, atti privati).

Trascrizione n. 16935 del 3 giugno 1939.

Trasferimento totale da Schleifer Carlo, a Novara, alla Società Anonima « Officina Meccanica St. Andrea - Novara », a Novara, del brevetto n. 283313 e del completivo n. 286762, decorrente dal 18 ottobre 1929, dal titolo:

« Dispositivo di arresto automatico dell'alimentazione all'atto della rottura del filo, nei torcitoi continui ad anelli e simili ».

(Per cessione come da atto dell'8 aprile 1939, registrato a Novara l'11 aprile 1939, n. 5674, vol. 187, atti privati).

Trascrizione n. 16936 del 3 giugno 1939.

Trasferimento totale da Schleifer Carlo, a Novara, alla Società Anonima « Officina Meccanica St. Andrea - Novara », a Novara, del brevetto n. 331134 e del completivo n. 343710, decorrente dal 4 luglio 1935, dal titolo:

« Noce per fusi di filatura, od altri qualsiansi, comandati da un organo flessibile continuo impegnato tangenzialmente colle noci di un complesso di fusi ».

(Per cessione come da atto dell'8 aprile 1939, registrato a Novara l'11 aprile 1939, n. 5674, vol. 187, atti privati).

Trascrizione n. 16937 del 3 giugno 1939.

Trasferimento totale da Schleifer Carlo a Novara, alla Società Anonima « Officina Meccanica St. Andrea - Novara », a Novara, del brevetto n. 371640, decorrente dal 22 febbraio 1939, dal titolo:

« Dispositivo di sopporto e di comando con moto verticale alterno di salita e di scesa, di un organo quale l'intelaiatura mobile che porta i fusi, gli anelli, le campane, i guidafili, e simili nelle macchine di filatura, torcitura, incannaggio e analoghe ».

(Per cessione come da atto dell'8 aprile 1939, registrato a Novara l'11 aprile 1939, n. 5674, vol. 187, atti privati).

Trascrizione n. 16938 del 3 giugno 1939.

Trasferimento totale da Schleifer Carlo, a Novara, alla Società Anonima « Officina Meccanica St. Andrea - Novara », a Novara, del brevetto n. 372020, decorrente dal 23 marzo 1939, dal titolo:

« Perfezionamenti nelle intelaiature per macchine di filatura, torcitura, incannaggio ed analoghe ».

(Per cessione come da atto dell'8 aprile 1939, registrato a Novara l'11 aprile 1939, n. 5674, vol. 187, atti privati).

Trascrizione n. 16939 del 7 giugno 1939.

Trasferimento totale da Pedron Mario, a Treviso, a Giambertoni Andrea e Mascarini Giovanni, a Milano, del brevetto n. 357975, decorrente dal 31 dicembre 1937, dal titolo:

« Faro antinebbia munito di reticolo polarizzatore regolabile per veicoli, aeromobili, e posti fissi in genere ».

(Per cessione come da atto del 13 aprile 1939, registrato a Milano il 15 aprile 1939, n. 2065, vol. 3820, atti privati).

Trascrizione n. 16940 del 13 giugno 1939.

Trasferimento totale da Cambieri Mario, a Milano, alla Società Anonima Detergo, a Milano, del brevetto n. 276233, decorrente dal 12 gennaio 1929, dal titolo:

« Prodotto detersivo per lana, seta e simili e processo per ottenerlo ».

(Per cessione come da atto del 26 maggio 1939, registrato a Milano il 29 maggio 1939, n. 2407, vol. 3820, atti privati).

Trascrizione n. 16941 del 19 giugno 1939.

Trasferimento totale da Glogaud Pierre James Etienne, a Parigi, a Addressograph-Multigraph Corporation, a Cleveland, Ohio (S.U.A.), del brevetto n. 300007, decorrente dal 16 luglio 1931, dal titolo:

« Stampi per macchine stampatrici d'indirizzi e simili, e macchine stampatrici-perforatrici per fabbricare detti stampi ».

(Per cessione come da atto del 7 aprile 1939, registrato a Roma il 1° giugno 1939, n. 50661, vol. 565, atti privati).

Trascrizione n. 16942 del 19 giugno 1939.

Trasferimento totale da Titanit G.m.b.H. a Reutte, Tirolo (Germania), a Deutsche Edelstahlwerke Aktiengesellschaft, a Krefeld, (Germania), del brevetto n. 329328, decorrente dal 12 ottobre 1934, dal titolo:

« Leghe di metalli duri specialmente per la fabbricazione di utensili ».

(Per cessione come da atto del 28 aprile 1939, registrato a Roma il 12 maggio 1939, n. 47823, vol. 564, atti privati).

Trascrizione n. 16943 del 24 ottobre 1938.

Trasferimento totale dalla Ditta P. Förg & Co., a Solln bei München (Germania), a Förg Franz, a Solln bei München (Germania), del brevetto n. 354374, decorrente dal 3 agosto 1937, dal titolo:

« Sistema per la smerigliatura di filettature ».

(Per cessione come da atto del 16 settembre 1938, registrato a Roma il 21 ottobre 1938, n. 16739, vol. 550, atti privati).

Trascrizione n. 16944 del 10 febbraio 1939.

Trasferimento totale da Kolouch Emil, a Praga, a Stern Marta, Grab Anna e Roman Elisabeth, a Praga, del brevetto n. 357037, decorrente dal 7 dicembre 1937, dal titolo:

« Fornetto elettrico a campana con ponti trasparenti distaccabili dal fondo di riscaldamento ».
(Per cessione come da atto del 28 dicembre 1938, registrato a Genova il 19 gennaio 1939, n. 14848, vol. 708, atti privati).

Trascrizione n. 16945 del 10 marzo 1939.
Trasferimento totale da Maclaren Archibalc Shaw, a Doune (Scozia), a Robolt Ltd., in Australia House, del brevetto d'invenzione n. 361670, decorrente dal 13 aprile 1938, dal titolo:
« Perfezionamenti nei mezzi di bloccaggio per connessioni a vite ».
(Per cessione come da atto del 24 gennaio 1939, registrato a Roma il 21 febbraio 1939, n. 30962, vol. 558, atti privati).

Trascrizione n. 16946 del 21 giugno 1939.
Trasferimento totale da C. Lorenz A. G., a Berlin-Tempelhof (Germania), a Dr. Erich F. Huth G.m.b.H., a Berlino, del brevetto n. 356436, decorrente dal 22 novembre 1937, dal titolo:
« Recipiente a vuoto con involucro di vetro foggiato a stantuffo e pezzo di chiusura che difficilmente si rammollisce ».
(Per cessione come da atto del 3 marzo 1939, registrato a Roma il 25 maggio 1939, n. 49530, vol. 565, atti privati).

Trascrizione n. 16947 del 19 giugno 1939.
Trasferimento totale da Universag Technische A. G., a Glarus (Svizzera), a N. V. Philips Gloeilampenfabrieken, a Eindhoven (Paesi Bassi), del brevetto n. 333088, decorrente dall'11 ottobre 1934, dal titolo:
« Lampade elettriche ».
(Per cessione come da atto del 28 aprile 1939, registrato a Roma il 1° giugno 1939, n. 50663, vol. 565, atti privati).

Trascrizione n. 16948 del 28 giugno 1939.
Trasferimento totale da Hoch Ernest, a Basilea (Svizzera), a Informator A. G., a Basilea (Svizzera), del brevetto n. 362996, decorrente dal 13 giugno 1938, dal titolo:
« Apparecchio automatico di vendita specialmente per la vendita di carte topografiche e simili ».
(Per cessione come da atto del 5 giugno 1939, registrato a Roma, il 17 giugno 1939, n. 52868, vol. 566, atti privati).

Trascrizione n. 16949 del 28 giugno 1939.
Trasferimento totale da Spiers Ernest e Ghaye Albert, a Leicester (Gran Bretagna), a William Spiers Limited, a Leicester (Gran Bretagna), del brevetto n. 358034, decorrente dal 30 settembre 1937, dal titolo:
« Perfezionamento nelle macchine utensili per levigare e tagliare metalli ».
(Per cessione come da atto del 15 maggio 1939, registrato a Roma il 9 giugno 1939, n. 51608, vol. 566, atti privati).

Trascrizione n. 16950 del 4 luglio 1939.
Trasferimento totale da Badger Frederick e British Maxium Ltd., a Londra, a Badger Frederick e Magnesium Castings and Products Ltd., a Slough, Bucks (Gran Bretagna), del brevetto n. 306823, decorrente dal 30 novembre 1931, dal titolo:
« Perfezionamenti nel trattamento per la raffinazione dei metalli e specie del magnesio e delle sue leghe ».
(Per cessione come da atto del 12 maggio 1939, registrato a Roma il 6 giugno 1939, n. 51352, vol. 565, atti privati).

Trascrizione n. 16951 del 22 giugno 1939.
Trasferimento totale da Adler Hans, a Berlino, a Mannesmann-Stahlblechbau A. G., a Berlino, del brevetto n. 363161, decorrente dal 3 giugno 1938, dal titolo:
« Scansia soprattutto di metallo con piani intermedi spostabili e placche laterali ad essi connesse ».
(Per cessione come da atto del 24 maggio 1939, registrato a Roma il 10 giugno 1939, n. 51756, vol. 566, atti privati).

Trascrizione n. 16952 del 22 giugno 1939.
Trasferimento totale da Cilloni Giuseppe, a Milano, a Funaro Casimiro, a Milano, del brevetto n. 338114, decorrente dal 13 gennaio 1936, dal titolo:
« Dispositivo di fissaggio della scarpa allo sci ».
(Per cessione come da atto del 15 novembre 1938, registrato a Milano il 22 novembre 1938, n. 39682, vol. 3809, atti privati).

Trascrizione n. 16953 del 22 giugno 1939.
Trasferimento totale da Benassati Giovanni, a Milano, a Buttignol S. A., a Genova, del brevetto n. 361771, decorrente dal 30 aprile 1938, dal titolo:
« Apparecchio per ottenere diciture e configurazioni luminose a scopo pubblicitario od altro ».
(Per cessione come da atto del 22 maggio 1939, registrato a Genova il 23 maggio 1939, n. 22924, vol. 712, atti privati).

Trascrizione n. 16954 del 27 giugno 1939.
Trasferimento totale da Besag Arnold Israel, a Berlino, a Mannesmann-Stahlblechbau A. G., a Berlino, del brevetto n. 337113, decorrente dal 23 novembre 1935, dal titolo:
« Serbatoio per acqua calda ».
(Per cessione come da atto del 3 febbraio 1939, registrato a Genova il 12 giugno 1939, n. 24227, vol. 711, atti privati).

Trascrizione n. 16955 del 28 giugno 1939.
Trasferimento totale da Standard Trump Bros Machine Co. Ltd., a Delaware (S.U.A.), a Scott & Williams, Inc., a Massachusetts (S.U.A.), del brevetto n. 272074, decorrente dal 24 agosto 1928, dal titolo:
« Tessuto perfezionato e procedimento per produrlo ».
(Per cessione come da atto del 4 novembre 1938, registrato a Genova, il 19 giugno 1939, n. 24785, vol. 713, atti privati).

Trascrizione n. 16956 del 7 luglio 1939.
Trasferimento totale da Indrizzi Luigi, a Roma, alla Soc. An. Ottico Meccanica Italiana e Rilevamenti Aerofotogrammetrici, a Roma, del brevetto n. 274870, decorrente dall'11 marzo 1929, dal titolo:
« Diottra goniometro rapportatore ».
(Per cessione come da atto del 9 giugno 1939, registrato a Roma il 15 giugno 1939, n. 52481, vol. 566, atti privati).

Trascrizione n. 16957 del 7 luglio 1939.
Trasferimento totale da Standard Elettrica Italiana, a Milano, alla International Standard Electric Corporation, a New York (S.U.A.), del brevetto n. 344732, decorrente dal 5 agosto 1936, dal titolo:
« Perfezionamenti nelle bobine di pupinizzazione ».
(Per cessione come da atto del 28 novembre 1938, registrato a Milano, il 1° luglio 1939, n. 13, vol. 3855, atti privati).

Trascrizione n. 16958 del 3 luglio 1939.
Trasferimento totale da Meissner Josef, a Köln-Bayenthal (Germania), alla Società Generale di Esplosivi e Munizioni, a Milano, del brevetto n. 367145, decorrente dal 19 ottobre 1938, dal titolo:
« Processo per la preparazione continua di sali detonanti di metalli pesanti ed in special modo di azide di piombo e di argento come pure di trinitroresorcinato di piombo ».
(Per cessione come da atto del 22 maggio 1939, registrato a Milano il 30 giugno 1939, n. 106034, vol. 3862, atti privati).

Trascrizione n. 16959 del 7 luglio 1939.
Trasferimento totale dagl'Ingg. Guzzi, Ravizza & C., a Milano, a Corning Glass Works, a Corning, N. Y. (S.U.A.), del brevetto n. 365880, decorrente dal 9 settembre 1938, dal titolo:
« Recipiente di fusione elettrica per vetri e sostanze simili ».
(Per cessione come da atto del 27 aprile 1939, registrato a Milano il 28 aprile 1939, n. 2153, vol. 3820, atti privati).

Trascrizione n. 16960 del 7 luglio 1939.
Trasferimento totale dagl'Ingg. Guzzi, Ravizza & C., a Milano, a Owens Illinois Glass Co., a Toledo Ohio (S.U.A.), del brevetto n. 371150, decorrente dal 25 febbraio 1939, dal titolo:
« Processo per il mantenimento di una massa di fusione di vetro ».
(Per cessione come da atto del 13 aprile 1939, registrato a Milano il 17 aprile 1939, n. 7076, vol. 3820, atti privati).

Trascrizione n. 16961 del 7 luglio 1939.
Trasferimento totale dalla Società Italiana Apparecchi Salvataggio S.I.A.S., a La Spezia, alla Società Italiana Pirelli, Anonima, a Milano, del brevetto n. 363413, decorrente dal 18 giugno 1938 dal titolo:
« Maschera antigas provvista di dispositivo ottico ».
(Per cessione come da atto del 24 giugno 1939, registrato a Milano il 1° luglio 1939, n. 6, vol. 3855, atti privati).

Trascrizione n. 16962 del 7 luglio 1939.
Trasferimento totale da Natta Giulio, a Milano ed Istituto per lo studio della gomma sintetica, a Milano, all'Istituto per lo studio della gomma sintetica, a Milano, del brevetto n. 364722, decorrente dal 12 agosto 1938, dal titolo:
« Procedimento per separazione dei componenti di una miscela avente uguali o vicinissime temperature di ebollizione ».
(Per cessione come da atto del 16 maggio 1939, registrato a Milano il 20 maggio 1939, n. 2347, vol. 3820, atti privati).

Roma, settembre 1939-XVII

Il direttore: ZENGARINI

(341)

ISPETTORATO PER LA DIFESA DEL RISPARMIO E PER L'ESERCIZIO DEL CREDITO

Nomina del presidente del Comitato di sorveglianza della Cassa rurale ed artigiana di Paliano (Frosinone)

Nella seduta tenuta il 22 gennaio 1940-XVIII dal Comitato di sorveglianza della Cassa rurale ed artigiana di Paliano (Frosinone) il cav. Gilberto Maliziotti fu Natalino è stato eletto presidente del Comitato stesso, ai sensi dell'art. 58 del R. decreto-legge 12 marzo 1936-XIV, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938-XVI, n. 141, e 7 aprile 1938-XVI, n. 636.

(393)

CONCORSI

MINISTERO DELL'INTERNO

Costituzione delle Commissioni giudicatrici dei concorsi a posti di ostetrica condotta

IL DUCE DEL FASCISMO, CAPO DEL GOVERNO MINISTRO PER L'INTERNO

Visto l'art. 50 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;
Visto l'art. 54 del predetto regolamento;
Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie approvato con R. decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Decreta:

Le Commissioni giudicatrici dei concorsi per il conferimento dei posti di ostetrica condotta vacanti nelle singole provincie del Regno alla data del 30 novembre 1938, sono costituite come appresso:

1) Per le provincie di *Alessandria* e *Asti* (sede Alessandria):

Presidente: Richard dott. Annibale, vice prefetto;

Membri: Cavalli dott. Valerio, medico provinciale; Pampanini prof. Carlo, libero docente in ostetricia; Salvini prof. Antonio, libero docente in ostetricia; Rolandi Rinalda, ostetrica condotta;

Segretario: Cerulli dott. Ettore, primo segretario nell'Amministrazione dell'interno.

2) Per le provincie di *Aosta* e *Torino* (sede Torino):

Presidente: Marongiu dott. Giov. Battista, vice prefetto;

Membri: Garofani dott. Giulio, medico provinciale; Morra prof. Giuseppe, libero docente in ostetricia; Robecchi prof. Emilio, libero docente in ostetricia; Brighetti Lucrezia, ostetrica condotta;

Segretario: Marchegiano dott. Silvio, primo segretario nell'Amministrazione dell'interno.

3) Per le provincie di *Novara* e *Vercelli* (sede Vercelli):

Presidente: Vittadini dott. Renato, Vice prefetto;

Membri: Monastra dott. Alfio, medico provinciale; Crispolti dott. Enrico, libero docente in ostetricia; Cantone dott. Carlo, libero docente in ostetricia; Garavaglia Maddalena, ostetrica condotta;

Segretario: Antinori dott. Rodolfo, vice segretario nell'Amministrazione dell'interno.

4) Per la provincia di Cuneo (Sede Cuneo):

Presidente: Cibrario dott. Guido, vice prefetto;

Membri: Cosco Mazzucca dott. Luigi, medico provinciale; Delfino prof. Eugenio, primario ostetrico; Marchisio dott. Vincenzo, libero esercente specializzato in ostetricia; Sebastiani Anna Maria, ostetrica condotta;

Segretario: Galasso dott. Vincenzo, primo segretario nell'Amministrazione dell'interno.

5) Per le provincie di *Pavia*, *Piacenza* e *Varesce* (sede Pavia):

Presidente: Meda dott. Defendente, vice prefetto;

Membri: Ghiglione dott. Giancarlo, medico provinciale; Vercesi prof. Carlo, direttore della clinica ostetrica; Riccardi prof Giampiero libero docente in ostetricia; Villa Natalina, ostetrica condotta;

Segretario: Gragnani dott. Ernesto, primo segretario nell'Amministrazione dell'interno.

6) Per la provincia di *Milano* (sede Milano):

Presidente: Sechi dott. Giacomo, vice prefetto;

Membri: De Socio dott. Giuseppe, medico provinciale; Malcovati prof. Piero, libero docente in ostetricia; Grossi prof. Giuseppe, libero docente in ostetricia; Muratori Teresa, ostetrica condotta;

Segretario: Abbrescia dott. Nicola, primo segretario nell'Amministrazione dell'interno.

7) Per le provincie di *Bergamo* e *Sondrio* (sede Bergamo):

Presidente: Carnevali dott. Torquato, vice prefetto;

Membri: Abate dott. Alberto, medico provinciale; Clauser prof. Federico, libero docente in ostetricia; Paganoni dott. Giovanni, libero esercente specializzato in ostetricia; Dossi Gerolama, ostetrica condotta;

Segretario: Chiesi dott. Alceo, vice segretario nell'Amministrazione dell'interno.

8) Per le provincie di *Brescia*, *Cremona* e *Mantova* (sede Brescia):

Presidente: Giannitrapani dott. Luigi, vice prefetto;

Membri: Caporali dott. Mario, medico provinciale; Dossena prof. Gaetano, libero docente in ostetricia; Materzanini dott. Augusto, libero esercente specializzato in ostetricia; Valentini Rosa, ostetrica condotta;

Segretario: Austria dott. Alfredo, vice segretario nell'Amministrazione dell'interno.

9) Per la provincia di *Como* (sede Como):

Presidente: Frattaroli dott. Filippo, vice prefetto;

Membri: Muccio dott. Giorgio, medico provinciale; Messa prof. Giuseppe, libero docente in ostetricia; Cantoni prof. Vittorio, libero docente in ostetricia; Valbonesi Giuseppina, ostetrica condotta;

Segretario: Casales dott. Carlo, segretario nell'Amministrazione dell'interno

10) Per la provincia di *Bolzano* (sede Bolzano):

Presidente: Ales dott. Silvestro, vice prefetto,

Membri: Agrifoglio dott. Livio, medico provinciale; Bidoli dott. Giovanni, primario ospitaliero; De Stermi dott. Silvio, primario ospitaliero; Costa Italia Teresa, ostetrica condotta;

Segretario: Ferrante dott. Antonio, primo segretario nell'Amministrazione dell'interno.

11) Per le provincie di *Trento*, *Verona* e *Vicenza* (sede Vicenza);

Presidente: Zingale dott. Giuseppe, vice prefetto;

Membri. Ferrari dott. Giuseppe, medico provinciale; Segato dott. Arturo, libero esercente specializzato in ostetricia; Altieri dott. Edoardo, libero esercente specializzato in ostetricia; Pizzato Antonietta, ostetrica condotta;

Segretario: Brunetti dott. Ugo, vice segretario nell'Amministrazione dell'interno.

12) Per le provincie di *Treviso* e *Venezia* (sede Venezia):

Presidente: Quarelli di Lesegno dott. Emanuele, viceprefetto;

Membri: Messi dott. Gustavo, medico provinciale, Strina prof. Francesco, libero docente in ostetricia; Mozzetti Monterumici prof. Mario, libero docente in ostetricia; Carlassara Noemi, ostetrica condotta;

Segretario: Malignano dott. Amerigo, vice segretario nell'Amministrazione dell'interno.

13) Per la provincia di *Udine* (sede Udine):

Presidente: Zanframundo dott. Giobattà, vice prefetto;

Membri: Moreschini dott. Paolo, medico provinciale; Santi prof. Emilio, libero docente in ostetricia; Quarantotto dott Adriano, libero esercente specializzato in ostetricia; Zanier Maria, ostetrica condotta;

Segretario: Mollo dott. Domenico, primo segretario nell'Amministrazione dell'interno.

14) Per le provincie di *Belluno*, *Padova* e *Rovigo* (sede Padova):

Presidente: Attardi dott. Luigi, vice prefetto;

Membri: Carriero dott. Leonardo, medico provinciale; Martinolli dott. Aldo, libero docente in ostetricia; Pellizzari dott. Carlo, libero esercente specializzato in ostetricia; Righi Prisco Elisa, ostetrica condotta:

Segretario: Giuliani dott. Nicio, segretario nell'Amministrazione dell'interno.

15) Per le provincie di *Fiume* e *Pola* (sede Pola):

Presidente: Serra dott. Michele, vice prefetto;

Membri: Criscuolo dott. Giovanni, medico provinciale; Carravetta prof. Mario, primario ospitaliero; Martinz dott. Enrico, libero esercente specializzato in ostetricia; Passinx Elisa, ostetrica condotta;

Segretario: Pavan dott. Giovanni, primo segretario nell'Amministrazione dell'interno.

16) Per le provincie di *Genova, Imperia* e *Savona* (sede Genova):

Presidente: Bellei dott. Lodovico, vice prefetto;

Membri: Giampalmo dott. Giuseppe, medico provinciale; Porcile prof. Vittorio, libero docente in ostetricia; Macchiarulo prof. Oronzo, libero docente in ostetricia; Fiscaletti Serra Paola, ostetrica condotta;

Segretario: Renato dott. Giuseppe, vice segretario nell'Amministrazione dell'interno.

17) Per le provincie di *Apuania* e *La Spezia* (sede La Spezia):

Presidente: Martina dott. Giovanni, vice prefetto;

Membri: Traversa dott. Emanuele, medico provinciale; Corda prof. Giovanni, libero docente in ostetricia; Zacutti dott. Achille, primario ospitaliero; Casini Anna, ostetrica condotta;

Segretario: Pierro dott. Vittorio, vice segretario nell'Amministrazione dell'interno.

18) Per le provincie di *Bologna* e *Forlì* (sede Bologna):

Presidente: Bonfiglio dott. Aldo, vice prefetto;

Membri: Addari dott. Francesco, medico provinciale; Macciotta prof. Massimo, libero docente in ostetricia; Quinto prof. Pietro, libero docente in ostetricia; Rossi Isolina, ostetrica condotta;

Segretario: Finizio dott. Salvatore, primo segretario nell'Amministrazione dell'interno.

19) Per le provincie di *Ferrara* e *Ravenna* (sede Ferrara):

Presidente: Morandi dott. Aldo, vice prefetto;

Membri: Savinetti dott. Alfonso, medico provinciale; Cetroni prof. Mario, libero docente in ostetricia; Randazzo prof. Mario, libero docente in ostetricia; Bonetti Ines, ostetrica condotta;

Segretario: Gualandi dott. Gianluigi, primo segretario nell'Amministrazione dell'interno.

20) Per le provincie di *Modena, Parma* e *Reggio Emilia*, (sede Modena):

Presidente: Lippi dott. Curzio, vice prefetto;

Membri: Saitta dott. Placido, medico provinciale; Fornero prof. Arturo, docente in ostetricia; Barbanti Silva prof. Edgardo, libero docente in ostetricia; Roncaccioli Ilda, ostetrica condotta;

Segretario: De Victoris dott. Raffaele, segretario nell'Amministrazione dell'interno.

21) Per la provincia di *Firenze* (sede Firenze):

Presidente: Mazzolani dott. Ugo, vice prefetto;

Membri: Piccininni dott. Francesco, medico provinciale; Forlini prof. Euclide, docente in ostetricia; Mugnai prof. Ugo, docente in ostetricia; Buratti Corsi Teresa, ostetrica condotta;

Segretario: Bassi dott. Giovanni, consigliere di 2ª classe nell'Amministrazione dell'interno.

22) Per le provincie di *Grosseto, Livorno, Lucca, Pisa, Pistoia* (sede Pisa):

Presidente: Taddeucci dott. Carlo, vice prefetto;

Membri: Pasero dott. Costantino, medico provinciale; Bogi professor Dino, docente in ostetricia, Taddei prof. Antonio, libero esercente specializzato in ostetricia; Morelli Bice, ostetrica condotta;

Segretario: Maninchedda dott. Beniamino, segretario nell'Amministrazione dell'interno.

23) Per le provincie di *Arezzo* e *Siena* (sede Siena):

Presidente: De Rosa dott. Emanuele, vice prefetto;

Membri: Giraldi dott. Enea, medico provinciale; Spirito professor Francesco, direttore clinica ostetrica; Romaniello prof. Giovanni, docente in ostetricia; Salvadori Lotti Cosma, ostetrica condotta;

Segretario: Vegni dott. Mario, primo segretario nell'Amministrazione dell'interno.

24) Per le provincie di *Macerata* e *Perugia* (sede Perugia):

Presidente: Petrocelli dott. Emilio, ispettore provinciale amministrativo;

Membri: Bochicchio dott. Antonio, medico provinciale; Cattaneo prof. Luigi, direttore clinica ostetrica; Madruzza prof. Giuseppe, libero docente in ostetricia; Squilla Cardoni Marcella, ostetrica condotta;

Segretario: Bruschelli dott. Emilio, primo segretario nell'Amministrazione dell'interno.

25) Per le provincie di *Ancona* e *Pesaro* (sede Ancona):

Presidente: Marcellini dott. Roberto, vice prefetto;

Membri: Frongia dott. Mario, medico provinciale; Gusso professor Aldo, docente in ostetricia; Pallucchini prof. Amato, libero esercente specializzato in ostetricia; Battoccola Erminia, ostetrica condotta;

Segretario: Nania dott. Mario, primo segretario nell'Amministrazione dell'interno.

26) Per le provincie di *Ascoli, Frosinone, Littoria, Rieti, Roma, Terni, Viterbo* e per il *Governatorato di Roma* (sede Roma):

Presidente: Bartalini dott. Guido, consigliere di 1ª classe;

Membri: Frongia prof. Ermenegildo, medico provinciale; Gaitami prof. Paolo, direttore clinica ostetrica; Gasparro prof. Eugenio, primario ospitaliero, Salvischiani Odetta, ostetrica condotta;

Segretario: Morriga dott. Manlio, primo segretario nell'Amministrazione dell'interno

27) Per le provincie di *Aquila, Chieti* e *Pescara* (sede Pescara):

Presidente: Pace dott. Cesare, vice prefetto;

Membri: Palma dott. Giuseppe, medico provinciale; Moscaretti dott. Mario, libero docente specializzato in ostetricia; Tabassi dottor Giovanni, libero esercente specializzato in ostetricia; Tucci Nella, ostetrica condotta;

Segretario: Ranieri dott. Gerardo, vice segretario nell'Amministrazione dell'interno.

28) Per le provincie di *Napoli* e *Salerno* (sede Napoli):

Presidente: Sannini dott. Gennaro, vice prefetto;

Membri: Beneduce prof. Giovanni, medico provinciale; Cappellani prof. Salvatore, direttore clinica ostetrica; Tommaselli prof. Antonio, docente in ostetricia; Lenonetti Immacolata, ostetrica condotta;

Segretario: Angelo dott. Plinio, primo segretario nell'Amministrazione dell'interno.

29) Per le provincie di *Avellino* e *Benevento* (sede Benevento):

Presidente: Cesareo dott. Giulio, vice prefetto;

Membri: Noschese dott. Vittorio, medico provinciale, Casiello dott. Mario, libero esercente specializzato in ostetricia; Verrusio dottor Mario, libero esercente specializzato in ostetricia; Pisani Valeria, ostetrica condotta;

Segretario: Coelli dott. Andrea, vice segretario nell'Amministrazione dell'interno.

30) Per le provincie di *Campobasso* e *Foggia* (sede Foggia):

Presidente: Belli Contarini, dott. Edoardo-Carlo, vice prefetto;

Membri: Maggi dott. Pietro, medico provinciale; Volpe dottor Amilcare, docente in ostetricia; Grieco prof. Angelo, docente in ostetricia; Russo Annita, ostetrica condotta;

Segretario: Ronca dott. Aurelio, primo segretario nell'Amministrazione dell'interno.

31) Per le provincie di *Bari, Matera* e *Potenza* (sede Bari):

Presidente: Nicoli dott. Giuseppe, vice prefetto;

Membri: Sica dott. Mario, medico provinciale; Aymerich professor Giacomo, direttore clinica ostetrica; La Delfa prof. Adolfo, docente in ostetricia; Iacobelli Maria, ostetrica condotta;

Segretario: Di Caprio dott. Michele, segretario nell'Amministrazione dell'interno.

32) Per le provincie di *Brindisi, Lecce* e *Taranto* (sede Lecce):

Presidente: Cudillo dott. Luigi, ispettore provinciale amministrativo:

Membri: Marenzi dott. Luigi, medico provinciale; Boccadamo dott. Alfredo, libero esercente specializzato in ostetricia; Caroli dott. Agostino, libero esercente specializzato in ostetricia; Garofalo Giuditta, ostetrica condotta;

Segretario: Di Milia dott. Antonio, primo segretario nell'Amministrazione dell'interno.

33) Per le provincie di *Catanzaro* e *Cosenza* (sede Catanzaro):

Presidente: Mormile dott. Italo, vice prefetto;

Membri: Calvanese dott. Carmine, medico provinciale; De Pace prof. Giovanni, libero esercente specializzato in ostetricia; Manzi prof. Luigi, libero docente in ostetricia; Corigliano Raffaella, ostetrica condotta;

Segretario: Alfano dott. Natale, vice segretario nell'Amministrazione dell'interno.

34) Per le provincie di *Messina* e *Reggio Calabria* (sede Reggio Calabria):

Presidente: Rivela dott. Nicola, vice prefetto;

Membri: Pandolfini dott. Vittorio, medico provinciale; Tropea prof. Ugo, docente in ostetricia; Nicolò dott. Domenico, libero esercente specializzato in ostetricia; Mengozzi Tina, ostetrica condotta;

Segretario: Sanfilippo dott. Paolo, vice segretario nell'Amministrazione dell'interno.

35) Per le provincie di *Agrigento*, *Enna* e *Palermo* (sede Palermo):

Presidente: Parisi dott. Umberto, vice prefetto;

Membri: Calamida dott. Enrico, medico provinciale; Scaglione prof. Salvatore, direttore clinica ostetrica; Caruso prof. Gioacchino, docente in ostetricia; Moavero Lucia, ostetrica condotta;

Segretario: Giorgianni dott. Franco, segretario nell'Amministrazione dell'interno.

36) Per le provincie di *Catania*, *Ragusa* e *Siracusa* (sede Catania):

Presidente: Sclafani dott. Settimio, vice prefetto;

Membri: Ronca dott. Rocco, medico provinciale; Maugeri dott. Vincenzo, docente in ostetricia; Patti prof. Francesco, docente in ostetricia; Mangano Carmela, ostetrica condotta;

Segretario: Ricceri dott. Salvatore, primo segretario nell'Amministrazione dell'interno.

37) Per le provincie di *Caltanissetta* e *Trapani* (sede Trapani):

Presidente: Longo dott Antonio, vice prefetto;

Membri: Maisani dott. Antonio, medico provinciale; Rallo dott. Andrea, primario ospitaliero; Ricevuto dott. Aldo, primario ospitaliero; Barraco Nunzia, ostetrica condotta;

Segretario: Li Gotti dott. Salvatore, segretario nell'Amministrazione dell'interno.

38) Per la provincia di *Cagliari* (sede Cagliari):

Presidente: Apicella dott. Alfonso, vice prefetto;

Membri: Simola dott. Dino, medico provinciale; Vozza prof. Francesco, docente in ostetricia; Casu dott. Carlo, libero docente specializzato in ostetricia; Serra Luigina, ostetrica condotta;

Segretario: Mugoni dott. Pietro, vice segretario nell'Amministrazione dell'interno.

39) Per le provincie di *Nuoro* e *Sassari* (sede Sassari):

Presidente: Cipriani dott. Cipriano, vice prefetto;

Membri: Caputo dott. Casimiro, medico provinciale; Deblasé prof. Ettore, docente in ostetricia; Maurizio prof. Eugenio, docente in ostetricia; Sechi Andreana, ostetrica condotta;

Segretario: Dessena dott. Antonio, consigliere di 1ª classe nell'Amministrazione dell'interno.

Le Commissioni giudicatrici inizieranno in tutto il Regno i loro lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, nelle sedi in cui sono state costituite.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno e per otto giorni consecutivi nell'albo delle Prefetture interessate.

Roma, addì 25 gennaio 1940-XVIII

p. *Il Ministro*: BUFFARINI

(397)

MINISTERO DELLE CORPORAZIONI

Diario delle prove scritte del concorso a 12 posti di ispettore interprovinciale di 3ª classe del ruolo dell'Ispettorato corporativo.

IL MINISTRO PER LE CORPORAZIONI

Visto il decreto Ministeriale 10 ottobre 1939-XVII, registrato alla Corte dei conti il 23 successivo, registro 11 Corporazioni, foglio n. 26, con il quale è stato indetto un concorso a 12 posti di ispettore interprovinciale di 3ª classe (grado 10°, gruppo *A*) del ruolo dell'Ispettorato corporativo (ingegneri);

Decreta:

Gli esami scritti del concorso nelle premesse citato avranno luogo nei giorni 12, 13 e 14 febbraio 1940-XVIII.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 10 gennaio 1940-XVIII

p. *Il Ministro*: CIANETTI

(423)

Diario delle prove scritte del concorso a cinque posti di vice segretario nel ruolo dell'Ispettorato corporativo

IL MINISTRO PER LE CORPORAZIONI

Visto il decreto Ministeriale 10 ottobre 1939-XVII, registrato alla Corte dei conti il 23 successivo, registro 11 Corporazioni, foglio n. 25, con il quale è stato indetto un concorso a cinque posti di vice Segretario (grado 11°, gruppo *A*) del ruolo dell'Ispettorato corporativo;

Decreta:

Gli esami scritti del concorso nelle premesse citato avranno luogo nei giorni 15, 16 e 17 febbraio 1940-XVIII.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 10 gennaio 1940-XVIII

p. *Il Ministro*: CIANETTI

(424)

Diario delle prove scritte del concorso a 10 posti di ispettore aggiunto nel ruolo dell'Ispettorato corporativo

IL MINISTRO PER LE CORPORAZIONI

Visto il decreto Ministeriale 10 ottobre 1939-XVII, registrato alla Corte dei conti il 23 successivo, registro 11 Corporazioni, foglio n. 24, con il quale è stato indetto un concorso a 10 posti di ispettore aggiunto (grado 11°, gruppo *B*) del ruolo dell'Ispettorato corporativo;

Decreta:

Gli esami scritti del concorso nelle premesse citato avranno luogo nei giorni 19, 20 e 21 febbraio 1940-XVIII.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 10 gennaio 1940-XVIII

p. *Il Ministro*: CIANETTI

(425)

Diario delle prove scritte del concorso a 20 posti di alunno d'ordine nel ruolo dell'Ispettorato corporativo

IL MINISTRO PER LE CORPORAZIONI

Visto il decreto Ministeriale 10 ottobre 1939-XVII, registrato alla Corte dei conti il 23 successivo, registro 11 Corporazioni, foglio n. 23, con il quale è stato indetto un concorso a 20 posti di alunno d'ordine (grado 13°, gruppo *C*) del ruolo dell'Ispettorato corporativo;

Decreta:

Gli esami scritti del concorso nelle premesse citato avranno luogo nei giorni 22, 23 e 24 febbraio 1940-XVIII.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 10 gennaio 1940-XVIII

p. *Il Ministro*: CIANETTI

(426)

LONGO LUIGI VITTORIO, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma — Istituto Poligrafico dello Stato — G. C.